



Encana Corporation

États financiers consolidés
(Établis conformément aux PCGR des États-Unis)

Exercice clos le 31 décembre 2015

(Établis en dollars US)

Rapport de la direction

Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers consolidés

La responsabilité des états financiers consolidés ci-joints d'Encana Corporation (la « Société ») incombe à sa direction. Les états financiers consolidés ont été établis par la direction en dollars US conformément aux principes comptables généralement reconnus des États-Unis et comprennent certaines estimations que la direction a jugées les plus appropriées.

Le conseil d'administration de la Société a approuvé l'information contenue dans les états financiers consolidés. Il s'acquitte de sa responsabilité à l'égard de ces états financiers principalement par l'entremise de son comité d'audit, dont le mandat écrit respecte les exigences actuelles des lois canadiennes sur les valeurs mobilières et de la loi américaine intitulée *Sarbanes-Oxley Act of 2002* et, en principe, se conforme volontairement aux lignes directrices sur les comités d'audit établies par la New York Stock Exchange. Le comité d'audit se réunit au moins une fois par trimestre.

Évaluation par la direction du contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est aussi responsable de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière de la Société. Le système de contrôle interne a été conçu de façon à fournir à la direction une assurance raisonnable eu égard à la préparation et à la présentation des états financiers consolidés.

Les systèmes de contrôle interne, aussi bien conçus soient-ils, comportent des limites qui leur sont inhérentes. Par conséquent, même si les systèmes de contrôle interne sont jugés efficaces, ils ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable en ce qui a trait à la préparation et à la présentation des états financiers. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de l'efficacité sur des périodes futures est exposée au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

La direction a procédé à une évaluation de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 31 décembre 2015 en s'appuyant sur les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* (version de 2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission. À la lumière de cette évaluation, la direction a conclu que la conception et le fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société étaient efficaces à cette date.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., cabinet indépendant de comptables professionnels agréés, a été mandaté par un vote des actionnaires de la Société lors de la dernière assemblée générale annuelle pour auditer et exprimer des opinions indépendantes sur les états financiers consolidés et sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 31 décembre 2015, comme il est mentionné dans son rapport de l'auditeur. PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. a exprimé ces opinions.

(signé)
Douglas J. Suttles
Président et
chef de la direction

(signé)
Sherri A. Brillon
Vice-présidente directrice et
chef des services financiers

Le 29 février 2016

Rapport de l'auditeur

Rapport du cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant

Aux actionnaires d'Encana Corporation

Nous avons effectué l'audit de l'état consolidé de la situation financière d'Encana Corporation aux 31 décembre 2015 et 31 décembre 2014, ainsi que des états consolidés du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres et des tableaux consolidés des flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans close le 31 décembre 2015. Nous avons aussi audité le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'Encana Corporation au 31 décembre 2015, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* (version de 2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations (« COSO ») de la Treadway Commission. La direction est responsable de ces états financiers consolidés, du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et de l'évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière présentée dans le rapport de la direction inclus aux présentes. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés et une opinion sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière, sur la base de nos audits intégrés.

Nous avons effectué nos audits selon les normes établies par le Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives et qu'un contrôle interne efficace de l'information financière a été maintenu, dans tous les aspects significatifs. Nos audits des états financiers consolidés impliquent le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des informations fournis dans les états financiers consolidés, l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés. Notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière a comporté l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, l'évaluation du risque de l'existence d'une faiblesse significative, des tests et une évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en fonction de notre évaluation du risque, ainsi que la mise en œuvre des autres procédures que nous avons jugées nécessaires dans les circonstances. Nous estimons que nos audits constituent un fondement raisonnable à l'expression de nos opinions.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une entité est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus, et qui comprend les politiques et procédures qui : i) concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés qui donnent une image fidèle des opérations et des cessions de l'entité; ii) fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées comme il se doit pour préparer les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et décaissements de l'entité ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration; iii) fournissent l'assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actifs de l'entité qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers est soit interdite, soit détectée à temps. En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines inexactitudes. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures est exposée au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

À notre avis, les états financiers consolidés mentionnés ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière d'Encana Corporation aux 31 décembre 2015 et 31 décembre 2014, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des trois exercices compris dans la période de trois ans close le 31 décembre 2015, selon les principes comptables généralement reconnus des États-Unis d'Amérique. En outre, à notre avis, Encana Corporation maintenait, à tous les égards importants, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 31 décembre 2015 selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* (version de 2013) publié par le COSO.

Comme il en est fait mention à la note 1Y) afférente aux états financiers consolidés, Encana Corporation a modifié de façon rétrospective sa manière de classer l'impôt différé à l'état de la situation financière par suite de l'adoption de l'ASU 2015-17, *Balance Sheet Classification of Deferred Taxes*, en décembre 2015.

(signé)

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Comptables professionnels agréés

Calgary (Alberta) Canada

Le 29 février 2016

État consolidé du résultat net

Exercices clos les 31 décembre (en millions de dollars, sauf les montants par action)

		2015	2014	2013
Produits des activités ordinaires, déduction faite des redevances	(note 2)	4 422 \$	8 019 \$	5 858 \$
Charges	(note 2)			
Taxes à la production et impôts miniers et autres taxes		144	210	173
Transport et traitement		1 252	1 496	1 467
Charges d'exploitation		723	667	829
Produits achetés		323	1 191	441
Dotation aux amortissements et à l'épuisement		1 488	1 745	1 565
Pertes de valeur	(note 9)	6 473	-	21
Charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	(note 15)	45	52	53
Charges administratives	(note 20)	275	327	439
Intérêts	(note 5)	614	654	563
(Profit) perte de change, montant net	(note 6)	1 082	403	325
(Profit) perte sur les sorties d'actifs	(notes 4, 18)	(14)	(3 426)	(7)
Autres	(notes 3, 13)	27	71	1
		12 432	3 390	5 870
Résultat net avant impôt sur le résultat		(8 010)	4 629	(12)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	(note 7)	(2 845)	1 203	(248)
Résultat net		(5 165)	3 426	236
Résultat net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	(note 18)	-	(34)	-
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires		(5 165) \$	3 392 \$	236 \$
Résultat net par action ordinaire				
De base et dilué	(note 16)	(6,28) \$	4,58 \$	0,32 \$

État consolidé du résultat global

Exercices clos les 31 décembre (en millions de dollars)

		2015	2014	2013
Résultat net		(5 165) \$	3 426 \$	236 \$
Autres éléments du résultat global, après impôt				
Écart de conversion	(note 17)	668	22	(46)
Régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi	(notes 17, 22)	33	(17)	60
Autres éléments du résultat global		701	5	14
Résultat global		(4 464)	3 431	250
Résultat global attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	(note 18)	-	(34)	-
Résultat global attribuable aux actionnaires ordinaires		(4 464) \$	3 397 \$	250 \$

Se reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

État consolidé de la situation financière

31 décembre (en millions de dollars)	2015	2014
Actif		
Actif courant		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	271 \$	338 \$
Créances clients et produits à recevoir (note 8)	645	1 307
Gestion des risques (notes 23, 24)	367	707
Impôt sur le résultat à recouvrer	324	509
	1 607	2 861
Immobilisations corporelles, au coût (note 9)		
Biens de gaz naturel et de pétrole, selon la méthode de la capitalisation du coût entier		
Biens prouvés	40 647	42 615
Biens non prouvés	5 616	6 133
Autres	2 181	2 711
Immobilisations corporelles	48 444	51 459
Moins le cumul des amortissements et de l'épuisement	(38 587)	(33 444)
Immobilisations corporelles, montant net (note 2)	9 857	18 015
Fonds en réserve	2	73
Autres actifs (note 10)	296	394
Gestion des risques (notes 23, 24)	11	65
Impôt sur le résultat différé (notes 1, 7)	1 081	206
Goodwill (notes 2, 3, 4, 11, 18)	2 790	2 917
	15 644 \$	24 531 \$
Passif et capitaux propres		
Passif courant		
Dettes fournisseurs et charges à payer (note 12)	1 311 \$	2 243 \$
Impôt sur le résultat à payer	6	15
Gestion des risques (notes 23, 24)	16	20
	1 333	2 278
Dettes à long terme (note 13)	5 363	7 340
Autres passifs et provisions (note 14)	1 975	2 484
Gestion des risques (notes 23, 24)	9	7
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (note 15)	773	870
Impôt sur le résultat différé (notes 1, 7)	24	1 867
	9 477	14 846
Engagements et éventualités (note 26)		
Capitaux propres		
Capital social – autorisé : nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale; émis et en circulation en 2015 : 849,8 millions d'actions (741,2 millions d'actions en 2014) (note 16)	3 621	2 450
Surplus d'apport (notes 18, 21)	1 358	1 358
Résultats non distribués (déficit accumulé)	(202)	5 188
Cumul des autres éléments du résultat global (note 17)	1 390	689
Total des capitaux propres	6 167	9 685
	15 644 \$	24 531 \$

Se reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

Approuvé par le conseil d'administration,

(signé)
Clayton H. Woitas
 Administrateur

(signé)
Jane L. Peverett
 Administratrice

État consolidé des variations des capitaux propres

Exercice clos le 31 décembre 2015 (en millions de dollars)	Capital social	Surplus d'apport	Résultats non distribués (déficit accumulé)	Cumul des autres éléments du résultat global	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2014	2 450 \$	1 358 \$	5 188 \$	689 \$	- \$	9 685 \$
Résultat net	-	-	(5 165)	-	-	(5 165)
Dividendes sur actions ordinaires (note 16)	-	-	(225)	-	-	(225)
Actions ordinaires émises (note 16)	1 098	-	-	-	-	1 098
Actions ordinaires émises en vertu du régime de réinvestissement des dividendes (note 16)	73	-	-	-	-	73
Autres éléments du résultat global (note 17)	-	-	-	701	-	701
Solde au 31 décembre 2015	3 621 \$	1 358 \$	(202) \$	1 390 \$	- \$	6 167 \$

Exercice clos le 31 décembre 2014 (en millions de dollars)	Capital social	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2013	2 445 \$	15 \$	2 003 \$	684 \$	- \$	5 147 \$
Rémunération fondée sur des actions (note 21)	-	(2)	-	-	-	(2)
Résultat net	-	-	3 392	-	34	3 426
Dividendes sur actions ordinaires (note 16)	-	-	(207)	-	-	(207)
Actions ordinaires émises en vertu du régime de réinvestissement des dividendes (note 16)	5	-	-	-	-	5
Autres éléments du résultat global (note 17)	-	-	-	5	-	5
Vente d'une participation ne donnant pas le contrôle (note 18)	-	1 345	-	-	117	1 462
Distributions aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle (note 18)	-	-	-	-	(18)	(18)
Vente de la participation dans PrairieSky (note 18)	-	-	-	-	(133)	(133)
Solde au 31 décembre 2014	2 450 \$	1 358 \$	5 188 \$	689 \$	- \$	9 685 \$

Exercice clos le 31 décembre 2013 (en millions de dollars)	Capital social	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2012	2 354 \$	10 \$	2 261 \$	670 \$	- \$	5 295 \$
Rémunération fondée sur des actions (note 21)	-	3	-	-	-	3
Résultat net	-	-	236	-	-	236
Actions ordinaires annulées	(2)	2	-	-	-	-
Dividendes sur actions ordinaires (note 16)	-	-	(494)	-	-	(494)
Actions ordinaires émises en vertu du régime de réinvestissement des dividendes (note 16)	93	-	-	-	-	93
Autres éléments du résultat global	-	-	-	14	-	14
Solde au 31 décembre 2013	2 445 \$	15 \$	2 003 \$	684 \$	- \$	5 147 \$

Se reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Exercices clos les 31 décembre (en millions de dollars)	2015	2014	2013
Activités d'exploitation			
Résultat net	(5 165) \$	3 426 \$	236 \$
Dotation aux amortissements et à l'épuisement	1 488	1 745	1 565
Pertes de valeur (note 9)	6 473	-	21
Charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (note 15)	45	52	53
Impôt sur le résultat différé (note 7)	(2 811)	960	(57)
(Profit latent) perte latente sur la gestion des risques (note 24)	331	(444)	345
(Profit latent) perte latente de change (note 6)	687	440	330
Écart de change sur des règlements (note 6)	358	28	20
(Profit) perte sur les sorties d'actifs (notes 4, 18)	(14)	(3 426)	(7)
Autres	38	(62)	42
Variation nette des autres actifs et passifs	(11)	(43)	(80)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 25)	262	(9)	(179)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	1 681	2 667	2 289
Activités d'investissement			
Dépenses d'investissement (note 2)	(2 232)	(2 526)	(2 712)
Acquisitions (note 4)	(70)	(3 016)	(184)
Acquisition d'une entreprise (note 3)	-	(5 962)	-
Produit tiré des sorties d'actifs (note 4)	1 908	4 345	705
Produit tiré de la vente de la participation dans PrairieSky (notes 4, 18)	-	2 172	-
Fonds en réserve	71	(63)	44
Variation nette des placements et autres	(342)	321	252
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(665)	(4 729)	(1 895)
Activités de financement			
Émission (remboursement) de titres d'emprunt à long terme renouvelables, montant net (notes 3, 13)	(627)	942	-
Remboursement de titres d'emprunt à long terme (note 13)	(1 302)	(2 152)	(500)
Émission d'actions ordinaires (note 16)	1 088	-	-
Dividendes sur actions ordinaires (note 16)	(152)	(202)	(401)
Produit tiré de la vente d'une participation ne donnant pas le contrôle (note 18)	-	1 462	-
Distributions aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle (note 18)	-	(18)	-
Paiements au titre de contrats de location-acquisition et d'autres ententes de financement (note 14)	(61)	(71)	(8)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 054)	(39)	(909)
Profit (perte) de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en devises	(29)	(127)	(98)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(67)	(2 228)	(613)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	338	2 566	3 179
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	271 \$	338 \$	2 566 \$
Trésorerie à la fin de l'exercice	58 \$	142 \$	161 \$
Équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	213	196	2 405
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	271 \$	338 \$	2 566 \$

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 25)

Se reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

1. Sommaire des principales méthodes comptables

A) NATURE DES ACTIVITÉS

Encana Corporation et ses filiales (« Encana » ou la « Société ») exercent leurs activités dans les secteurs de la prospection, de la mise en valeur, de la production et de la commercialisation de gaz naturel, de pétrole et de liquides de gaz naturel (« LGN »). On entend par « liquides » le pétrole, les LGN et les condensats produits par Encana.

B) BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les états financiers consolidés comprennent les comptes d'Encana et sont présentés selon les principes comptables généralement reconnus des États-Unis (« PCGR des États-Unis »).

Dans les présents états financiers consolidés, tous les montants sont exprimés en dollars américains (« dollars US »), à moins d'indication contraire. Les résultats financiers d'Encana sont consolidés en dollars canadiens, mais la Société a adopté le dollar américain comme monnaie de présentation afin de permettre une comparaison plus directe avec d'autres sociétés pétrolières et gazières nord-américaines. Les symboles « \$ US » ou « \$ » renvoient à des dollars américains et le symbole « \$ CA » renvoie à des dollars canadiens.

C) CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés intègrent les états financiers d'Encana et ceux des entités dans lesquelles elle détient une participation lui en donnant le contrôle. La participation ne donnant pas le contrôle représentait la participation en actions que détenaient des tiers dans une ancienne filiale consolidée, PrairieSky Royalty Ltd. (« PrairieSky »), telle qu'elle est présentée à l'état consolidé des variations des capitaux propres. Depuis le 26 septembre 2014, Encana ne détient plus de participation dans PrairieSky. Il y a lieu de se reporter à la note 18 pour obtenir plus de détails sur la participation ne donnant pas le contrôle. Tous les soldes et transactions intersociétés sont éliminés au moment de la consolidation. Dans le cas des entreprises communes en amont pour lesquelles Encana conserve une participation indivise dans des biens détenus conjointement, elle comptabilise sa quote-part des actifs, des passifs, des produits des activités ordinaires et des charges. Les participations dans des entités qu'Encana ne contrôle pas, mais sur lesquelles elle peut exercer une influence notable, sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

D) CONVERSION DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les actifs et passifs monétaires de la Société qui sont libellés en monnaies étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de clôture de la période. Tout profit ou perte est inscrit à l'état consolidé du résultat net. Les produits des activités ordinaires et les charges en monnaies étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger sont convertis aux taux de clôture de la période, tandis que les produits des activités ordinaires et charges connexes le sont aux taux moyens de la période. Les profits et pertes de change se rapportant aux établissements à l'étranger sont pris en compte dans le cumul des autres éléments du résultat global (« CAÉRG »). Les profits et pertes de change cumulés d'Encana sont comptabilisés en résultat net lorsqu'elle liquide, en totalité ou pour l'essentiel, sa participation dans l'établissement à l'étranger.

Aux fins de la présentation des états financiers, les actifs et les passifs sont convertis dans la monnaie fonctionnelle aux taux de clôture de la période, tandis que les produits des activités ordinaires et les charges le sont aux taux moyens de la période. Les profits et pertes découlant de la conversion des états financiers sont pris en compte dans le CAÉRG.

E) RECOURS À DES ESTIMATIONS

Pour préparer les états financiers consolidés conformément aux PCGR des États-Unis, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses éclairées ainsi que poser des jugements qui influent sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs, les informations fournies sur les actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés et les montants présentés au titre des produits des activités ordinaires et des charges de la période. Ces estimations portent principalement sur des transactions qui n'ont pas été réglées et sur

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

des événements en cours à la date des états financiers consolidés. En conséquence, les résultats réels pourraient différer des montants estimatifs lorsque des événements se concrétiseront.

Voici les éléments importants faisant l'objet d'estimations et d'hypothèses :

- les estimations des réserves prouvées et des flux de trésorerie futurs connexes servant aux calculs de l'épuisement et des pertes de valeur découlant des tests de plafonnement du coût entier;
- la juste valeur estimée des actifs à long terme utilisée pour le calcul des pertes de valeur;
- la juste valeur des unités d'exploitation utilisée pour l'évaluation du goodwill;
- les estimations du résultat imposable d'exercices à venir servant à évaluer la valeur de réalisation des actifs d'impôt différé;
- la juste valeur des coûts et des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations;
- la juste valeur des instruments dérivés;
- la juste valeur attribuée aux actifs acquis et aux passifs repris dans le cadre de regroupements d'entreprises;
- les interprétations, règlements et lois d'ordre fiscal en vigueur dans les divers territoires dans lesquels la Société et ses filiales exercent leurs activités;
- les charges à payer relativement aux ententes de rémunération à long terme liées au rendement, incluant la probabilité que les critères de rendement soient ou ne soient pas atteints et l'évaluation du montant final du paiement;
- la valeur constatée des actifs des régimes de retraite et des obligations s'y rapportant ainsi que les coûts découlant de ces régimes et comptabilisés en résultat net, montants qui sont déterminés à partir de certaines hypothèses actuarielles et économiques;
- les charges à payer relativement à des actions en justice et aux risques environnementaux.

F) COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits associés au gaz naturel et aux liquides d'Encana sont comptabilisés lorsque la production est vendue à un acheteur à un prix fixe ou déterminable, que la livraison a eu lieu, que le titre de propriété a été transféré et que le recouvrement des produits est probable. Les profits et pertes réalisés découlant de dérivés financiers de la Société portant sur le prix du gaz naturel et du pétrole sont comptabilisés dans les produits des activités ordinaires au règlement des contrats. Les profits et pertes latents liés à ces contrats sont portés aux produits des activités ordinaires en fonction des variations de la juste valeur des contrats à la fin des périodes concernées.

Les produits tirés de l'optimisation des marchés et les charges liées aux produits achetés sont inscrits au montant brut lors du transfert à Encana du titre de propriété du produit ainsi que des risques et avantages inhérents à sa propriété. Les transactions d'achat et de vente de marchandises auprès d'une même partie conclues en considération l'une de l'autre sont comptabilisées à leur montant net. Les produits liés aux services offerts dans le cadre desquels Encana agit comme mandataire sont comptabilisés lorsque les services sont fournis.

G) TAXES À LA PRODUCTION, IMPÔTS MINIERS ET AUTRES TAXES

Les frais payés par Encana au titre des taxes et des impôts fondés sur la production de gaz naturel et de liquides et les produits qui en sont tirés sont comptabilisés au moment où ces biens sont produits. Les frais payés par Encana au titre des taxes et des impôts à l'évaluation des actifs et des réserves en amont sont comptabilisés au moment où ils sont engagés.

H) FRAIS DE TRANSPORT ET DE TRAITEMENT

Les frais payés par Encana pour le transport et le traitement de gaz naturel et de liquides sont comptabilisés lorsque le produit est livré et que les services sont fournis.

I) CHARGES D'EXPLOITATION

Il s'agit des charges d'exploitation que paie Encana eu égard à des biens de pétrole et de gaz dans lesquels elle détient une participation directe. Ces charges sont présentées après déduction des montants incorporés, conformément à la méthode de la capitalisation du coût entier.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

J) RÉGIMES D'AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre des régimes à cotisations définies et à prestations définies qui procurent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux membres de son personnel au Canada et aux États-Unis. Au 1^{er} janvier 2003, le régime de retraite à prestations définies a été fermé aux nouveaux participants.

La charge de retraite au titre du régime de retraite à cotisations définies est inscrite lorsque les prestations sont acquises par les salariés couverts par le régime. Encana comptabilise ses obligations découlant de ses régimes à prestations définies des employés, déduction faite des actifs des régimes. Le coût des prestations de retraite définies et des autres avantages postérieurs à l'emploi est établi par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédit projetées et d'après le nombre d'années de service et reflète les meilleures estimations de la direction concernant la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des membres du personnel et les coûts prévus futurs des soins de santé. Le rendement attendu des actifs des régimes est fondé sur les taux historiques et projetés du rendement des actifs du portefeuille de placements des régimes. Le rendement réel est fondé sur la juste valeur des actifs des régimes. L'obligation au titre des prestations projetées est actualisée au taux d'intérêt du marché applicable à des titres de créance de qualité supérieure émis par des sociétés à la date d'évaluation.

La charge de retraite du régime de retraite à prestations définies tient compte du coût des prestations de retraite gagnées au cours de l'exercice considéré, du coût financier des obligations découlant du régime, du rendement attendu de ses actifs, de l'amortissement des ajustements découlant des modifications du régime, de l'amortissement du coût des services passés et de l'amortissement de l'excédent du profit actuariel net sur 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées ou sur 10 % de la juste valeur des actifs du régime, selon le plus élevé des deux montants. L'amortissement est calculé selon le mode linéaire sur la durée de vie active moyenne résiduelle attendue des membres du personnel bénéficiant du régime. Les écarts actuariels liés à un changement dans la situation de surcapitalisation ou de sous-capitalisation du régime de retraite à prestations définies et des régimes d'autres avantages postérieurs à l'emploi sont constatés dans les autres éléments du résultat global.

K) IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Encana utilise la méthode du report variable pour comptabiliser son impôt sur le résultat. Selon cette méthode, elle comptabilise de l'impôt différé au titre de l'incidence de toute différence temporelle entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif, en utilisant les taux d'impôt et les lois fiscales adoptés dont l'application est attendue lorsque l'actif sera réalisé et le passif réglé. L'impôt sur le résultat exigible est évalué au montant que l'on s'attend à recouvrer des administrations fiscales ou à payer à celles-ci en fonction des taux d'impôt et des lois fiscales adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'incidence d'un changement dans les taux d'impôt ou les lois fiscales adoptés est comptabilisée en résultat net de l'exercice au cours duquel un tel changement entre en vigueur. L'impôt sur le résultat est porté en résultat net, sauf s'il concerne des éléments inscrits directement dans les capitaux propres, auquel cas il est comptabilisé directement dans les capitaux propres.

Encana évalue périodiquement les actifs d'impôt différé afin de s'assurer qu'ils sont réalisables. S'il est plus probable qu'improbable que ces actifs ne pourront être réalisés, une dépréciation correspondante est constatée afin d'en réduire le montant. Lorsqu'elle évalue le caractère réalisable des actifs d'impôt différé, Encana tient compte des éléments probants, tant positifs que négatifs dont elle dispose, tels que le résultat imposable obtenu dans le passé ou celui attendu à l'avenir, les stratégies de planification fiscale auxquelles elle peut recourir et les périodes de report prospectif. Les hypothèses posées afin d'établir le résultat imposable prévu dans des exercices à venir sont conformes à celles utilisées pour évaluer la perte de valeur du goodwill.

Encana constate l'incidence sur les états financiers d'une position fiscale lorsqu'il est plus probable qu'improbable que cette position résistera à l'examen de l'administration fiscale en raison de son mérite sur le plan technique. Une position fiscale comptabilisée est évaluée initialement et ultérieurement au montant le plus élevé de l'économie d'impôt dont la probabilité de réalisation, lors du règlement avec l'administration fiscale, est supérieure à 50 %. Les passifs liés aux économies d'impôt non constatées et dont le règlement n'est pas prévu au cours des 12 prochains mois sont inclus dans les autres passifs et provisions.

L) RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat net de base par action ordinaire est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le calcul du résultat net dilué par action ordinaire tient compte de la dilution potentielle qui pourrait se produire si les options sur actions étaient exercées ou si les autres contrats visant l'émission d'actions ordinaires étaient exercés, si leurs droits devenaient pleinement acquis ou

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

s'ils étaient convertis en actions ordinaires. Pour déterminer l'effet dilutif des options sur actions et des autres instruments dilutifs, la Société a recours à la méthode du rachat d'actions. Conformément à cette méthode, il est présumé que le produit de l'exercice d'options sur actions dans le cours et d'autres instruments ayant un effet dilutif est affecté au rachat d'actions ordinaires au cours du marché moyen.

M) TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent les fonds en caisse et les placements à court terme, tels que des dépôts du marché monétaire ou des instruments de type similaire, dont l'échéance est d'au plus trois mois au moment de leur achat. Les décaissements en cours émis en excédent des soldes des comptes bancaires applicables sont exclus de la trésorerie et des équivalents et comptabilisés dans les dettes fournisseurs et charges à payer. Les fonds en réserve représentent des montants en trésorerie distincts ou entiers qui ne peuvent servir à des fins d'exploitation générales.

N) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

EN AMONT

Encana applique la méthode de la capitalisation du coût entier pour ses activités d'acquisition, de prospection et de mise en valeur. Selon cette méthode, tous les coûts qui sont directement associés à l'acquisition, à la prospection et la mise en valeur de réserves de gaz naturel et de liquides sont incorporés pour chaque centre de coûts par pays. Les coûts incorporés excluent les coûts liés à la production, les frais généraux ou ceux d'activités similaires.

Selon la méthode de la capitalisation du coût entier, la valeur comptable des biens de pétrole et de gaz naturel d'Encana compris dans le centre de coûts de chaque pays est assujettie à un test de plafonnement exécuté chaque trimestre. Une perte de valeur découlant d'un test de plafonnement est comptabilisée en résultat net lorsque la valeur comptable du centre de coûts d'un pays dépasse le plafonnement de ce centre. La valeur comptable d'un centre de coûts inclut les coûts incorporés des biens pétroliers et gaziers prouvés, déduction faite du cumul de l'épuisement et de l'impôt sur le résultat différé connexe.

Le plafonnement d'un centre de coûts correspond au total des flux de trésorerie nets futurs estimés après impôt provenant des réserves prouvées, selon les prix moyens des 12 derniers mois, et les coûts de mise en valeur et de production futurs non actualisés, actualisés à 10 % et majorés des coûts des biens non prouvés. Le prix moyen des 12 derniers mois correspond à la moyenne des prix le premier jour de chaque mois de cette période. L'excédent de la valeur comptable sur le montant du plafonnement calculé est constaté comme une perte de valeur dans le résultat net.

Les coûts incorporés cumulés de chacun des centres de coûts sont amortis pour épuisement selon la méthode des unités de production en fonction des réserves prouvées. L'épuisement est calculé au moyen des coûts incorporés, y compris les coûts de mise hors service estimatifs, plus les dépenses futures non actualisées qui seront engagées pour la mise en valeur des réserves prouvées.

Les coûts associés aux biens non prouvés sont exclus du calcul de l'épuisement jusqu'à ce qu'il soit établi que des réserves prouvées leur sont attribuables ou qu'une perte de valeur se soit produite. Les biens non prouvés sont évalués séparément tous les trimestres pour déterminer s'ils ont subi une perte de valeur. En cas de dépréciation, les coûts sont inclus dans les coûts assujettis à la dotation aux amortissements et à l'épuisement dans le compte de coût entier.

Le produit des sorties de biens est habituellement déduit du compte de coût entier sans comptabilisation d'un profit ou d'une perte, à moins que la déduction modifie sensiblement le lien entre les coûts incorporés et les réserves prouvées du centre de coûts, auquel cas un profit ou une perte est comptabilisé en résultat net. En général, un profit ou une perte est constaté sur une sortie d'actifs si 25 % ou plus des quantités des réserves prouvées de la Société dans un pays donné sont vendues. Dans le cas des sorties d'actifs qui donnent lieu à la constatation d'un profit ou d'une perte sur la vente et qui mettent en jeu une entreprise, un goodwill leur est attribué.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

ACTIVITÉS NON SECTORIELLES

Le mobilier de bureau, les agencements, les aménagements des locaux loués, les technologies de l'information et les aéronefs sont inscrits au coût et amortis selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des biens, qui se situe entre trois et 25 ans. L'immeuble de bureaux The Bow est inscrit au coût et est amorti selon le mode linéaire sur sa durée de vie estimée, soit 60 ans. Les immobilisations en cours de construction ne sont amorties qu'à partir du moment où elles sont mises en service. Les terrains sont comptabilisés au coût.

O) INCORPORATION DES COÛTS

Les frais relatifs aux remplacements ou aux améliorations qui accroissent la capacité de production ou prolongent la durée d'utilité d'un actif sont incorporés au coût de cet actif. Les frais d'entretien et de réparation sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés. Les intérêts sont incorporés au cours de la période de construction d'importants projets de mise en valeur.

P) REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les actifs nets identifiables acquis sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. Un impôt sur le résultat différé est comptabilisé au titre de tout écart entre la juste valeur des actifs nets acquis et leur valeur fiscale. Tout excédent du prix d'achat par rapport à la juste valeur des actifs nets acquis est comptabilisé à titre de goodwill. Si le prix d'achat est inférieur à la juste valeur des actifs nets acquis, l'insuffisance est comptabilisée comme un profit en résultat net. Les coûts de transaction correspondants sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Q) GOODWILL

Au moins une fois l'an, soit au 31 décembre, le goodwill, qui représente l'excédent du prix d'achat sur la juste valeur des actifs nets acquis, est soumis à un test de dépréciation. Le goodwill et tous les autres actifs et passifs sont attribués aux unités d'exploitation, qui correspondent aux centres de coûts par pays d'Encana. Pour évaluer la perte de valeur, la valeur comptable de chaque unité est établie et comparée à sa juste valeur. Si la valeur comptable de l'unité est supérieure à sa juste valeur, la valeur du goodwill est alors réduite à la juste valeur implicite de celui-ci. La juste valeur implicite du goodwill est établie en déduisant la juste valeur des actifs et des passifs de l'unité de sa juste valeur comme si elle avait été acquise dans le cadre d'un regroupement d'entreprises. Tout excédent de la valeur comptable du goodwill sur sa juste valeur implicite est constaté comme une perte de valeur et imputé au résultat net. L'évaluation ultérieure du goodwill est faite au coût diminué du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

R) DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

La valeur comptable des actifs à long terme, exclusion faite du goodwill et des actifs en amont qui sont pris en compte dans les immobilisations corporelles, est soumise à un test de dépréciation lorsque des indications donnent à penser que la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs pourrait ne pas être recouvrable. Si la valeur comptable dépasse le total des flux de trésorerie non actualisés qui résulteront vraisemblablement de l'utilisation continue et de la sortie éventuelle d'un actif ou d'un groupe d'actifs, une perte de valeur est constatée dans la mesure de l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur estimée.

S) OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont des obligations juridiques en vertu desquelles la Société sera tenue de mettre hors service des immobilisations corporelles, telles que des sites de puits en production, des plateformes de production en mer et des usines de traitement du gaz naturel. La juste valeur des obligations estimatives liées à la mise hors service d'immobilisations est constatée à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elles sont engagées et qu'il est possible d'établir une estimation raisonnable de la juste valeur. Le coût de mise hors service des immobilisations, qui est égal à la juste valeur estimée initialement des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, est incorporé au coût des immobilisations connexes. Les variations des obligations estimées découlant de révisions de l'échéancier prévu ou du montant des flux de trésorerie futurs attendus sont comptabilisées à titre de variation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et des coûts connexes de mise hors service d'immobilisations.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

L'amortissement des coûts de mise hors service d'immobilisations est inclus au poste Dotation aux amortissements et à l'épuisement de l'état consolidé du résultat net. Les augmentations des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations attribuables à l'écoulement du temps sont inscrites à titre de charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à l'état consolidé du résultat net.

Les frais qui sont réellement engagés sont portés en diminution du cumul des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

T) RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

Les obligations de paiement en trésorerie ou en actions ordinaires aux termes des régimes de rémunération fondée sur des actions d'Encana sont comptabilisées sur la période d'acquisition des droits, déduction faite de ceux perdus par renonciation, selon la juste valeur. La juste valeur est déterminée à l'aide des cours des actions observables ou de modèles d'évaluation d'options comme celui de Black-Scholes-Merton. Dans le cas des régimes de rémunération dont le paiement est réglé en instruments de capitaux propres, la juste valeur est déterminée à la date d'attribution et est comptabilisée dans les coûts de rémunération sur la période d'acquisition des droits, un montant correspondant étant crédité aux capitaux propres. Pour les régimes de rémunération dont le paiement est réglé en trésorerie, la juste valeur est établie à chaque date de clôture, et les variations périodiques sont comptabilisées dans les coûts de rémunération, une variation correspondante étant inscrite dans le passif.

U) CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location conclus en vue de l'utilisation d'un actif sont classés comme des contrats de location-acquisition ou des contrats de location simple. Les contrats de location-acquisition transfèrent à la Société la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué. Ils sont inscrits à l'actif au début de la période de location, et ce, au plus faible de la juste valeur de l'actif loué et de la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location. Les actifs loués inscrits à l'actif sont amortis sur la durée d'utilité estimée de l'actif si le bail comporte une option d'achat à prix de faveur ou de propriété au transfert des actifs loués à la fin de la période de location. Sinon, les actifs loués sont amortis sur la durée du bail. L'amortissement des actifs loués inscrits à l'actif est pris en compte dans la dotation aux amortissements et à l'épuisement figurant dans l'état consolidé du résultat net. Tous les autres contrats de location sont classés dans les contrats de location simple, et les paiements sont constatés sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

V) ÉVALUATIONS DE LA JUSTE VALEUR

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Les techniques d'évaluation comprennent l'approche par le marché, l'approche par le résultat et l'approche par les coûts. L'approche par le marché est fondée sur des données provenant de transactions sur le marché visant des actifs ou des passifs identiques ou comparables. L'approche par le résultat repose sur l'actualisation des valeurs futures estimées. Quant à l'approche par les coûts, elle se base sur le montant qui serait requis actuellement pour remplacer l'actif.

Les données utilisées pour déterminer la juste valeur sont classées selon une hiérarchie établissant entre les données un ordre de priorité d'après la mesure dans laquelle elles sont observables. Les trois niveaux de données de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur sont les suivants :

- Niveau 1 – Les données correspondent aux prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques, comme des dérivés sur marchandises négociés en bourse.
- Niveau 2 – Données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement, comme les prix cotés sur un marché pour des actifs ou des passifs similaires sur des marchés actifs ou d'autres données corroborées sur le marché.
- Niveau 3 – Données non observables à partir de sources objectives, comme les prix à terme qui sont basés sur une activité de marché nulle ou quasi nulle ou les estimations des flux de trésorerie futurs établis à l'interne et utilisés dans un modèle de valeur actuelle.

Pour déterminer la juste valeur, la Société utilise les données disponibles les plus observables. Si une évaluation de la juste valeur tient compte de données se situant à plusieurs niveaux dans la hiérarchie, cette évaluation est caractérisée en fonction du niveau le plus faible des données importantes pour l'évaluation de la juste valeur.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients ainsi que des dettes fournisseurs figurant dans l'état consolidé de la situation financière se rapproche de la juste valeur. La note 13 présente de l'information concernant la juste valeur de la dette à long terme. La note 22 renferme de l'information sur la juste valeur des actifs des régimes de retraite. Des évaluations de la juste valeur sont exécutées de manière récurrente pour les actifs et passifs liés à la gestion des risques et d'autres contrats d'instruments dérivés, comme il est indiqué à la note 23.

Certains actifs non financiers et passifs non financiers, comme les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et les actifs et passifs acquis ou repris dans le cadre de regroupements d'entreprises ou de certaines opérations d'échange non monétaire, sont évalués initialement à la juste valeur.

W) ACTIFS ET PASSIFS LIÉS À LA GESTION DES RISQUES

Les actifs et passifs liés à la gestion des risques sont des instruments financiers dérivés auxquels Encana a recours pour gérer l'exposition économique aux risques de marché liés aux prix des marchandises, aux taux de change et aux taux d'intérêt. Le recours à ces instruments dérivés est régi par des politiques officielles et est assujéti aux limites fixées par le conseil d'administration (le « conseil »). La Société a pour politique de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

Les instruments dérivés non admissibles à l'exemption concernant les transactions d'achat et de vente normales sont évalués à leur juste valeur, les variations de celle-ci étant portées au résultat net. Les justes valeurs constatées à l'état consolidé de la situation financière témoignent de la compensation entre les positions sur l'actif et le passif lorsque les accords généraux de compensation de contrepartie comportent des dispositions de règlement au montant net. Les profits et pertes réalisés découlant de dérivés financiers portant sur le prix du gaz naturel et du pétrole sont comptabilisés dans les produits des activités ordinaires au règlement des contrats. Les profits et pertes réalisés découlant de dérivés financiers portant sur les prix de l'électricité sont comptabilisés dans les frais de transport et de traitement au règlement des contrats sur l'électricité. Les profits et pertes réalisés découlant d'autres contrats d'instruments dérivés liés à certaines obligations de paiement sont comptabilisés dans les produits à mesure que les obligations sont réglées. Les profits et pertes latents sont comptabilisés en conséquence dans les produits des activités ordinaires et les frais de transport et de traitement à la fin de chaque période de présentation de l'information financière en fonction des variations de la juste valeur des contrats.

X) ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

Les passifs liés aux pertes éventuelles liées aux réclamations, avis de cotisation, litiges, causes environnementales ou autres facteurs sont comptabilisés s'il est probable qu'une perte a été subie et si le montant peut en être raisonnablement estimé. Les montants ainsi comptabilisés sont ajustés à la lumière des nouveaux renseignements et selon la tournure des événements.

Y) PRISES DE POSITION COMPTABLES RÉCENTES

MODIFICATIONS DES MÉTHODES ET PRATIQUES COMPTABLES

Le 1^{er} janvier 2015, Encana a adopté la mise à jour de normes comptables (Accounting Standards Update ou « ASU ») 2014-08, *Reporting Discontinued Operations and Disclosures of Disposals of Components of an Entity*, qu'a publiée le Financial Accounting Standards Board (« FASB ») et qui modifie les critères et exige la présentation d'informations supplémentaires concernant les activités abandonnées. Aux termes des nouveaux critères, seules les sorties d'actifs représentant un changement stratégique des activités peuvent être considérées comme des activités abandonnées. Les modifications ont été appliquées prospectivement et n'ont pas eu une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Le 31 décembre 2015, Encana a adopté de manière anticipée l'ASU 2015-17, *Balance Sheet Classification of Deferred Taxes*, qui exige que les actifs et les passifs d'impôt différé soient classés dans les éléments non courants de l'état de la situation financière. Auparavant, les actifs et les passifs d'impôt différé étaient répartis entre les éléments courants et non courants de l'état de la situation financière. Les modifications ont été apportées de manière rétrospective et n'ont pas eu d'incidence sur les résultats d'exploitation ni les flux de trésorerie de la Société.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

L'incidence sur les états consolidés de la situation financière se présente comme suit :

31 décembre (en millions de dollars)	2015	2014
Avant l'adoption de l'ASU 2015-17 :		
Impôt sur le résultat différé		
Actif courant	22 \$	- \$
Actif non courant	1 060	296
Passif courant	1	128
Passif non courant	24	1 829
Après l'adoption de l'ASU 2015-17 :		
Impôt sur le résultat différé		
Actif non courant	1 081 \$	206 \$
Passif non courant	24	1 867

NOUVELLES NORMES PUBLIÉES MAIS NON ENCORE ADOPTÉES

En date du 1^{er} janvier 2016, Encana sera tenue d'adopter les prises de position suivantes publiées par le FASB :

- L'ASU 2014-12, *Compensation – Stock Compensation: Accounting for Share-Based Payments When the Terms of an Award Provide That a Performance Target Could Be Achieved after the Requisite Service Period*. Cette mise à jour exige qu'un objectif de performance qui influe sur l'acquisition de droits et qui pourrait être atteint après la période de service requise soit traité comme une condition de performance. Les modifications seront appliquées prospectivement et ne devraient pas avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.
- L'ASU 2015-02, *Amendments to the Consolidation Analysis*. Cette mise à jour exige l'évaluation de sociétés en commandite et d'entités semblables au moyen des modèles des droits variables et des droits de vote, abolit la présomption qu'un commandité doit consolider une société en commandite et simplifie la détermination des droits variables et de leurs conséquences sur le critère relatif au principal bénéficiaire d'une entité lorsque des honoraires sont versés à un décideur. Les modifications pourront être appliquées selon une méthode rétrospective intégrale ou modifiée à la date de leur adoption. Ces modifications ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.
- L'ASU 2015-03, *Simplifying the Presentation of Debt Issuance Costs*. Cette mise à jour exige que les frais d'émission de titres d'emprunt soient présentés à l'état de la situation financière en tant que déduction de la valeur comptable du passif connexe. À l'heure actuelle, ces frais figurent à l'actif en tant que charge différée. En août 2015, le FASB a publié l'ASU 2015-15, *Presentation and Subsequent Measurement of Debt Issuance Costs Associated with Line-of-Credit Arrangements*. Cette mise à jour précise que les frais d'émission de titres d'emprunt découlant d'accords de crédit peuvent être présentés en tant qu'actifs et amortis par la suite au prorata sur la durée de l'accord, et ce, qu'il y ait ou non des montants en cours. Ces modifications seront appliquées rétrospectivement. Au 31 décembre 2015, des frais d'émission de titres d'emprunt totalisant 30 M\$ étaient inclus dans le poste Autres actifs de l'état consolidé de la situation financière de la Société (39 M\$ en 2014).

En date du 1^{er} janvier 2018, Encana sera tenue d'adopter l'ASU 2014-09, *Revenue from Contracts with Customers*, conformément au Topic 606, lequel a résulté d'un projet mené conjointement par le FASB et l'International Accounting Standards Board. La nouvelle norme remplace le Topic 605, *Revenue Recognition*, et d'autres lignes directrices destinées à des secteurs précis et énoncées dans l'Accounting Standards Codification. La nouvelle norme repose sur le principe que les produits des activités ordinaires sont constatés au moment du transfert, aux clients, de biens ou services faisant l'objet d'un accord à un montant qui reflète la contrepartie que la société s'attend à pouvoir toucher en échange de ces biens ou services. En août 2015, le FASB a publié l'ASU 2015-14, *Deferral of the Effective Date for Revenue from Contracts with Customers*, norme qui a reporté la date d'entrée en vigueur de l'ASU 2014-09, mais qui permet son adoption par anticipation à la date d'entrée en vigueur initiale, soit le 1^{er} janvier 2017. À la date de son adoption, cette norme pourra être appliquée selon l'une des deux méthodes d'application rétrospective prescrites. Encana évalue actuellement l'incidence que pourrait avoir cette norme sur ses états financiers consolidés.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

2. Information sectorielle

Les secteurs à présenter d'Encana sont établis comme suit et en fonction de ses activités d'exploitation et régions géographiques :

- Le secteur **Activités au Canada** englobe les activités de prospection, de mise en valeur et de production de gaz naturel, de pétrole et de LGN et d'autres activités connexes du centre de coûts canadien.
- Le secteur **Activités aux États-Unis** englobe les activités de prospection, de mise en valeur et de production de gaz naturel, de pétrole et de LGN et d'autres activités connexes du centre de coûts américain.
- La principale responsabilité du secteur **Optimisation des marchés** consiste en la vente de la production de la Société. Ces ventes sont prises en compte dans les activités au Canada et aux États-Unis. Les activités d'optimisation des marchés comprennent l'achat et la vente de produits de tiers, ce qui procure une souplesse opérationnelle et une réduction des coûts en ce qui a trait aux engagements de transport, aux types de produits, aux points de livraison et à la diversification de la clientèle. Ces activités sont présentées dans le secteur Optimisation des marchés. Ce secteur vend la quasi-totalité de la production en amont de la Société à des tiers. Les transactions conclues entre les secteurs sont évaluées à la valeur de marché et sont éliminées au moment de la consolidation.

Le secteur Activités non sectorielles et autres comprend principalement des profits ou pertes latents inscrits à l'égard d'instruments financiers dérivés. Une fois les instruments réglés, les profits et pertes réalisés sont comptabilisés dans le secteur d'exploitation auquel les instruments dérivés sont liés.

Les états consolidés du résultat net des périodes comparatives closes les 31 décembre 2014 et 2013 et l'information sectorielle qui s'y rapporte figurant dans la présente note ont été mis à jour afin de présenter les impôts fonciers et certaines autres charges imposées au poste Taxes à la production, impôts miniers et autres taxes. Auparavant, ces impôts fonciers et autres charges étaient présentés au poste Transport et traitement ou au poste Charges d'exploitation. Encana a mis la présentation à jour pour rendre compte plus justement de ces charges dans l'état consolidé du résultat net, étant donné la nature des charges comptabilisées, et la nouvelle présentation est plus conforme à celle adoptée par les pairs de la Société. Par conséquent, pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, le secteur Activités au Canada a reclassé au poste Taxes à la production, impôts miniers et autres taxes des frais de transport et de traitement de 9 M\$ (9 M\$ en 2013) et des charges d'exploitation de 40 M\$ (36 M\$ en 2013). De plus, pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, le secteur Activités aux États-Unis a reclassé au poste Taxes à la production, impôts miniers et autres taxes des charges d'exploitation de 28 M\$ (6 M\$ en 2013).

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Information sur les transactions intersectorielles

Exercices clos les 31 décembre	Optimisation des marchés								
	Ventes par commercialisation			Éliminations - activités en amont			Total		
	2015	2014	2013	2015	2014	2013	2015	2014	2013
Produits des activités ordinaires, déduction faite des redevances	4 309 \$	7 371 \$	5 662 \$	(3 944) \$	(6 123) \$	(5 150) \$	365 \$	1 248 \$	512 \$
Charges									
Transport et traitement	348	458	516	(336)	(458)	(516)	12	-	-
Charges d'exploitation	33	62	75	-	(23)	(37)	33	39	38
Produits achetés	3 931	6 822	4 993	(3 608)	(5 631)	(4 552)	323	1 191	441
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(3) \$	29 \$	78 \$	- \$	(11) \$	(45) \$	(3) \$	18 \$	33 \$

Dépenses d'investissement

Exercices clos les 31 décembre	2015	2014	2013
Activités au Canada	380 \$	1 226 \$	1 365 \$
Activités aux États-Unis	1 847	1 285	1 283
Optimisation des marchés	1	-	3
Activités non sectorielles et autres	4	15	61
	2 232 \$	2 526 \$	2 712 \$

Goodwill, immobilisations corporelles et total de l'actif par secteur

31 décembre	Goodwill		Immobilisations corporelles		Total de l'actif ¹⁾	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Activités au Canada	661 \$	788 \$	1 100 \$	2 338 \$	2 036 \$	3 544 \$
Activités aux États-Unis	2 129	2 129	7 249	13 817	10 405	16 798
Optimisation des marchés	-	-	1	1	95	181
Activités non sectorielles et autres	-	-	1 507	1 859	3 108	4 008
	2 790 \$	2 917 \$	9 857 \$	18 015 \$	15 644 \$	24 531 \$

¹⁾ Le total de l'actif de 2014 a été retraité par suite de l'adoption anticipée de l'ASU 2015-17, *Balance Sheet Classification of Deferred Taxes*, dont il est fait mention à la note 1.

Goodwill, immobilisations corporelles et total de l'actif par région géographique

31 décembre	Goodwill		Immobilisations corporelles		Total de l'actif ¹⁾	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Canada	661 \$	788 \$	2 495 \$	4 070 \$	5 063 \$	7 182 \$
États-Unis	2 129	2 129	7 362	13 945	10 570	17 271
Autres pays	-	-	-	-	11	78
	2 790 \$	2 917 \$	9 857 \$	18 015 \$	15 644 \$	24 531 \$

¹⁾ Le total de l'actif de 2014 a été retraité par suite de l'adoption anticipée de l'ASU 2015-17, *Balance Sheet Classification of Deferred Taxes*, dont il est fait mention à la note 1.

Ventes à l'exportation

Les ventes de gaz naturel et de liquides produits ou achetés au Canada qui ont été livrées à des clients situés à l'extérieur du Canada ont totalisé 153 M\$ (338 M\$ en 2014; 243 M\$ en 2013).

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Principaux clients

En ce qui a trait à la commercialisation et à la vente du gaz naturel et des liquides produits par Encana ou achetés par celle-ci dans l'exercice clos le 31 décembre 2015, la Société a eu un client qui a généré plus de 10 % de ses produits des activités ordinaires consolidés, déduction faite des redevances. Les ventes à celui-ci, qui a une notation de crédit de première qualité, se sont élevées à approximativement 446 M\$, soit 138 M\$ au Canada et 308 M\$ aux États-Unis (un client auprès duquel les ventes ont été d'environ 1 043 M\$ en 2014; un client auprès duquel les ventes ont été d'environ 815 M\$ en 2013).

3. Regroupements d'entreprises

Acquisition d'Eagle Ford

Le 20 juin 2014, Encana a acquis des biens situés dans la formation de schiste Eagle Ford en contrepartie d'environ 2,9 G\$, après les ajustements de clôture. L'acquisition a aussi inclus une participation dans certains biens productifs et dans des terrains non mis en valeur situés dans les comtés de Karnes, de Wilson et d'Atascosa dans le sud du Texas. Encana a financé cette acquisition au moyen de ses fonds en caisse. Les coûts de transaction, soit quelque 9 M\$, ont été inscrits dans les autres charges. Les actifs acquis ont généré des produits des activités ordinaires de 585 M\$ et un résultat net de 222 M\$ pour la période comprise entre le 20 juin 2014 et le 31 décembre 2014.

Acquisition d'Athlon Energy Inc.

Le 13 novembre 2014, Encana a procédé à l'acquisition de la totalité des actions ordinaires émises et en circulation d'Athlon Energy Inc. (« Athlon ») pour la somme de 5,93 G\$, ou 58,50 \$ par action. En outre, Encana a repris 1,15 G\$ de billets de premier rang d'Athlon et a remboursé et résilié sa facilité de crédit dont l'encours totalisait 335 M\$. Encana a financé cette acquisition au moyen de ses fonds en caisse. Les coûts de transaction, soit quelque 31 M\$, ont été inscrits dans les autres charges. Après la conclusion de l'acquisition, les 1,15 G\$ de billets de premier rang d'Athlon ont été remboursés conformément aux dispositions des actes de fiducie les régissant (dont il est fait mention à la note 13). Les principales activités d'Athlon consistaient en l'acquisition et la mise en valeur de biens pétroliers et gaziers situés dans le bassin Permian dans l'ouest du Texas. Les actifs acquis ont généré des produits des activités ordinaires de 176 M\$ et une perte nette de 3 M\$ pour la période comprise entre le 13 novembre 2014 et le 31 décembre 2014.

Ventilation du prix d'achat

Ces transactions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition, laquelle exige que les actifs acquis et les passifs repris soient constatés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Le tableau suivant indique la ventilation définitive du prix d'achat, soit la contrepartie versée ainsi que la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition.

Ventilation du prix d'achat	Eagle Ford	Athlon ¹⁾
Actifs acquis :		
Trésorerie	- \$	2 \$
Créances clients et autres actifs courants	4	133
Gestion des risques	-	80
Biens prouvés	2 873	2 124
Biens non prouvés	78	5 338
Autres immobilisations corporelles	-	2
Autres actifs	-	2
Goodwill	-	1 724
Passifs repris :		
Dettes fournisseurs et charges à payer	-	(195)
Dettes à long terme, incluant la facilité de crédit renouvelable	-	(1 497)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	(32)	(25)
Impôt sur le résultat différé	-	(1 724)
Prix d'achat total	2 923 \$	5 964 \$

¹⁾ Le prix d'achat comprend la contrepartie en trésorerie versée pour les actions ordinaires émises et en circulation d'Athlon, à savoir 58,50 \$ par action, pour un total de 5,93 G\$, ainsi que des paiements visant à résilier certains contrats d'emploi des membres de la direction d'Athlon ainsi que des paiements relatifs à certaines autres obligations existantes de celle-ci.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

La Société a utilisé la technique d'évaluation de l'approche par le résultat pour établir la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris. La valeur comptable de la trésorerie, des créances clients et autres actifs courants ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur étant donné leur échéance à court terme. La juste valeur des actifs liés à la gestion des risques et de la dette à long terme, incluant la facilité de crédit renouvelable, a été classée dans le niveau 2 de la hiérarchie de la juste valeur et a été déterminée au moyen de prix cotés et de taux provenant d'une source de prix disponible. La juste valeur des biens prouvés et non prouvés, des autres immobilisations corporelles, des autres actifs, du goodwill et des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations a été classée dans le niveau 3 de cette hiérarchie et a été établie d'après des hypothèses de marché pertinentes, dont les taux d'actualisation, les prix des marchandises et coûts futurs, le calendrier des activités de mise en valeur, des projections quant aux réserves de pétrole et de gaz et des estimations relatives à l'abandon et à la remise en état de puits productifs.

Le goodwill lié à l'acquisition d'Athlon a résulté principalement de l'exigence de constater de l'impôt différé sur l'écart entre la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris et leur valeur fiscale de report respective. Le goodwill n'est pas amorti ni déductible aux fins fiscales.

Renseignements financiers pro forma non audités

Les renseignements financiers pro forma non audités qui suivent intègrent les résultats financiers historiques d'Eagle Ford et d'Athlon; ils ont été établis comme si les acquisitions avaient eu lieu le 1^{er} janvier 2014 et ne reflètent pas nécessairement les résultats d'exploitation qui auraient réellement été obtenus si les regroupements d'entreprises avaient eu lieu à cette date. En outre, ces renseignements pro forma ne constituent pas des projections des résultats d'exploitation d'Encana pour toute période à venir. Les résultats consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 tiennent compte de ceux d'Eagle Ford et d'Athlon.

Exercice clos le 31 décembre 2014 (en millions de dollars, sauf les montants par action)	Eagle Ford	Athlon
Produits des activités ordinaires, déduction faite des redevances	8 760 \$	8 572 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	3 641 \$	3 486 \$
Résultat net par action ordinaire :		
De base et dilué	4,91 \$	4,71 \$

4. Acquisitions et sorties d'actifs

Exercices clos les 31 décembre	2015	2014	2013
Acquisitions			
Activités au Canada	9 \$	21 \$	28 \$
Activités aux États-Unis	27	2 995	156
Activités non sectorielles et autres	34	-	-
Total des acquisitions	70	3 016	184
Sorties d'actifs			
Activités au Canada	(959)	(1 847)	(685)
Activités aux États-Unis	(896)	(2 264)	(18)
Optimisation des marchés	-	(205)	-
Activités non sectorielles et autres	(53)	(29)	(2)
Total des sorties d'actifs	(1 908)	(4 345)	(705)
Acquisitions et (sorties d'actifs), montant net	(1 838) \$	(1 329) \$	(521) \$

ACQUISITIONS

Pour 2014, les acquisitions ont inclus essentiellement l'achat de certains biens dans la formation de schiste Eagle Ford dans le sud du Texas, tel qu'il est décrit à la note 3.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

SORTIES

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, le montant reçu à la vente d'actifs s'est établi à 1 908 M\$ (4 345 M\$ en 2014; 705 M\$ en 2013). En 2015, les sorties d'actifs se sont chiffrées à 959 M\$ pour les activités au Canada et à 896 M\$ pour les activités aux États-Unis.

Les montants touchés par suite des sorties d'actifs ont été retranchés des comptes de coût entier canadien et américain respectifs, sauf dans le cas des sorties d'actifs qui ont modifié fortement le rapport entre les coûts incorporés et les réserves prouvées du centre de coûts du pays concerné. Lorsqu'une sortie d'actifs donne lieu à un profit ou à une perte et porte sur une entreprise, un goodwill est attribué à la transaction. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, aucun goodwill n'a été attribué aux sorties d'actifs.

Activités au Canada

En 2015, les sorties d'actifs des activités au Canada ont porté essentiellement sur la vente de certains actifs de Wheatland, dans le centre et le sud de l'Alberta, pour un produit d'environ 557 M\$ CA (467 M\$), après les ajustements de clôture, sur la vente de certains actifs de collecte et de compression du gaz naturel à Montney, dans le nord-est de la Colombie-Britannique, pour un produit d'environ 450 M\$ CA (355 M\$), après les ajustements de clôture, ainsi que sur certains biens qui ne constituaient pas un bon complément au portefeuille d'actifs d'Encana.

En 2014, les sorties d'actifs des activités au Canada ont porté essentiellement sur la vente des actifs que la Société détenait à Bighorn, dans le centre-ouest de l'Alberta, en contrepartie d'environ 1 725 M\$, après les ajustements de clôture. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, Encana a constaté, dans le centre de coûts canadien, un profit de quelque 1 014 M\$, avant impôt, sur la vente de ces actifs et a ventilé à cette transaction un goodwill de 257 M\$.

En 2013, les sorties d'actifs des activités au Canada ont inclus la vente des actifs de gaz naturel de la Société dans la formation Jean Marie, dans le nord-est de la Colombie-Britannique, ainsi que d'autres actifs.

Activités aux États-Unis

En 2015, les sorties d'actifs des activités aux États-Unis ont porté essentiellement sur la vente des biens de gaz naturel de Haynesville, situés dans le nord de la Louisiane, pour un produit d'environ 769 M\$, après les ajustements de clôture, et de certains biens qui ne rehaussaient pas le portefeuille d'actifs d'Encana.

En 2014, les sorties d'actifs des activités aux États-Unis comprenaient principalement la vente des biens de Jonah pour un produit d'environ 1 636 M\$, après les ajustements de clôture, et la vente de certains biens d'East Texas pour un produit de quelque 495 M\$, après les ajustements de clôture. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, Encana a constaté, dans le centre de coûts américain, un profit d'environ 209 M\$, avant impôt, sur la vente des biens de Jonah et a ventilé à cette transaction un goodwill de 68 M\$.

Optimisation des marchés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, les sorties d'actifs du secteur Optimisation des marchés se sont chiffrées à 205 M\$ et incluaient principalement les biens de production d'électricité de la Société.

Activités non sectorielles et autres

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, les acquisitions et sorties d'actifs des activités non sectorielles et autres tenaient essentiellement compte de l'achat et de la vente ultérieure de l'immeuble de bureaux Encana Place, situé à Calgary, qui ont donné lieu à un profit sur une sortie d'actifs d'environ 12 M\$.

AUTRES TRANSACTIONS SUR LES CAPITAUX PROPRES

Une acquisition ou une cession d'actions ordinaires a eu lieu dans le cadre des transactions suivantes et c'est pourquoi celles-ci n'ont pas été prises en compte dans le tableau des acquisitions et des sorties d'actifs figurant ci-dessus.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Acquisition d'Athlon

Le 13 novembre 2014, Encana a acquis la totalité des actions ordinaires émises et en circulation d'Athlon pour la somme de 5,93 G\$, ou 58,50 \$ par action. Il y a lieu de se reporter à la note 3 pour obtenir d'autres détails concernant la transaction portant sur Athlon.

Sortie de la participation dans PrairieSky

Le 26 septembre 2014, Encana a procédé au reclassement de 70,2 millions d'actions ordinaires de PrairieSky au prix de 36,50 \$ CA l'action ordinaire, ce qui lui a valu un produit brut d'environ 2,6 G\$ CA. Comme la vente de la participation dans PrairieSky a modifié fortement le rapport entre les coûts incorporés et les réserves prouvées du centre de coûts canadien, Encana a constaté sur cette sortie d'actifs un profit d'environ 2,1 G\$ avant impôt. Il y a lieu de se reporter à la note 18 pour obtenir d'autres détails sur les transactions mettant en jeu PrairieSky.

5. Intérêts

Exercices clos les 31 décembre	2015	2014	2013
Charges d'intérêts sur les éléments suivants			
Dette	497 \$	509 \$	460 \$
Immeuble de bureaux The Bow	65	75	76
Contrats de location-acquisition	28	37	9
Autres	24	33	18
	614 \$	654 \$	563 \$

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, la charge d'intérêts sur la dette comprenait un paiement d'intérêts non récurrent d'environ 165 M\$ associé au remboursement anticipé de billets de la Société qui a eu lieu en avril 2015, soit ses 700 M\$ de billets, à 5,90 %, échéant le 1^{er} décembre 2017 et ses 750 M\$ CA de billets à moyen terme, à 5,80 %, échéant le 18 janvier 2018, tel qu'il est indiqué à la note 13.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, la charge d'intérêts sur la dette comprenait un paiement non récurrent d'environ 125 M\$ associé au remboursement anticipé de billets de premier rang repris dans le cadre de l'acquisition d'Athlon (qui est décrite à la note 13).

Les intérêts sur les contrats de location-acquisition et autres étaient présentés sous un seul élément en 2013.

6. (Profit) perte de change, montant net

Exercices clos les 31 décembre	2015	2014	2013
(Profit latent) perte latente de change à la conversion			
De titres d'emprunt libellés en dollars américains et émis depuis le Canada	754 \$	456 \$	349 \$
De contrats de gestion des risques libellés en dollars américains et conclus depuis le Canada	(67)	(16)	(19)
	687	440	330
Écart de change sur des règlements	358	28	20
Autres réévaluations monétaires	37	(65)	(25)
	1 082 \$	403 \$	325 \$

L'écart de change sur des règlements représentait l'écart de change sur des transactions intersociétés et sur des règlements de la dette à long terme, lesquels étaient présentés antérieurement dans les autres réévaluations monétaires.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

7. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat s'établit comme suit :

Exercices clos les 31 décembre	2015	2014	2013
Impôt exigible			
Canada	(25) \$	249 \$	(152) \$
États-Unis	(17)	(21)	(64)
Autres pays	8	15	25
Total de la charge (de l'économie) d'impôt exigible	(34)	243	(191)
Impôt différé			
Canada	(316)	713	(106)
États-Unis	(2 495)	246	52
Autres pays	-	1	(3)
Total de la charge (de l'économie) d'impôt différé	(2 811)	960	(57)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	(2 845) \$	1 203 \$	(248) \$

Le tableau suivant présente un rapprochement de l'impôt sur le résultat calculé au taux prévu par la loi au Canada et de l'impôt sur le résultat réel :

Exercices clos les 31 décembre	2015	2014	2013
Résultat net avant impôt sur le résultat			
Canada	(2 014) \$	3 744 \$	(316) \$
États-Unis	(6 963)	665	46
Autres pays	967	220	258
Total du résultat net avant impôt sur le résultat	(8 010)	4 629	(12)
Taux prévu par la loi au Canada	26,4 %	25,7 %	25,1 %
Impôt sur le résultat attendu	(2 115)	1 190	(3)
Incidence des éléments suivants sur l'impôt			
Écarts par rapport aux taux prévus par la loi et à des taux à l'étranger	(776)	7	(42)
Incidence des modifications des lois	(11)	-	(70)
(Gains) pertes en capital non imposables	132	64	48
Écarts de nature fiscale résultant de sorties d'actifs et de transactions	(8)	8	(28)
Ventilations de l'impôt de coentreprise en excédent du financement	(21)	(53)	(41)
Montants relatifs à des exercices antérieurs	(8)	(19)	(103)
Autres	(38)	6	(9)
	(2 845) \$	1 203 \$	(248) \$
Taux d'impôt effectif	35,5 %	26,0 %	2 066,7 %

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Le montant net de l'actif (du passif) d'impôt différé se compose des éléments suivants :

31 décembre	2015	2014
Actif d'impôt différé		
Immobilisations corporelles	226 \$	217 \$
Régimes de rémunération	72	91
Intérêts et autres déductions différées	224	59
Pertes de change latentes	36	-
Pertes autres qu'en capital et pertes en capital nettes reportées prospectivement	1 009	492
Crédits d'impôt minimum de remplacement et crédits d'impôt étranger	208	205
Moins la provision pour moins-value	(12)	(12)
Autres	99	72
Passif d'impôt différé		
Immobilisations corporelles	(660)	(2 485)
Gestion des risques	(122)	(226)
Profits de change latents	-	(48)
Autres	(23)	(26)
Actif (passif) d'impôt différé, montant net	1 057 \$	(1 661) \$

Le montant net de l'actif (du passif) d'impôt différé pour les territoires suivants est pris en compte dans l'état consolidé de la situation financière comme suit :

31 décembre	2015	2014 ¹⁾
Actif d'impôt différé		
Canada	411 \$	178 \$
États-Unis	670	28
	1 081	206
Passif d'impôt différé		
Canada	(24)	(22)
États-Unis	-	(1 845)
	(24)	(1 867)
Actif (passif) d'impôt différé, montant net	1 057 \$	(1 661) \$

¹⁾ Les montants de 2014 ont été retraités par suite de l'adoption anticipée de l'ASU 2015-17, *Balance Sheet Classification of Deferred Taxes*, dont il est fait mention à la note 1.

Les comptes fiscaux, les reports de perte prospectifs, les dons de charité et les crédits d'impôt qui pourront être utilisés dans des exercices à venir sont comme suit :

31 décembre	2015	Année d'expiration
Canada		
Comptes fiscaux	1 458 \$	Sans expiration
Pertes en capital nettes	129	Sans expiration
Pertes autres qu'en capital	84	2027 - 2035
Dons de charité	1	2020
États-Unis		
Valeur fiscale	5 195 \$	Sans expiration
Pertes autres qu'en capital (fédéral)	2 659	2031 - 2035
Intérêts et autres déductions différées	619	Sans expiration
Dons de charité	10	2018 - 2019
Crédits d'impôt minimum de remplacement	10	Sans expiration
Crédits d'impôt étranger (déduction faite de la provision pour moins-value)	186	2021 - 2025

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Au 31 décembre 2015, une tranche d'environ 2,2 G\$ des résultats non distribués d'Encana provenant de ses filiales étrangères était considérée comme ayant été réinvestie de façon permanente à l'extérieur du Canada. Par conséquent, Encana n'a pas constaté de passif d'impôt différé pour l'impôt canadien s'appliquant à cette tranche. Si celle-ci devait être rapatriée au Canada, Encana pourrait être assujettie à l'impôt canadien et à des retenues d'impôt étranger. Toutefois, il est impossible de calculer tout montant éventuel des passifs d'impôt différé non constatés.

Le tableau suivant présente l'évolution du solde des économies d'impôt non constatées d'Encana, exclusion faite des intérêts.

Exercices clos les 31 décembre	2015	2014
Solde au début de l'exercice	(382) \$	(119) \$
Ajouts pour les positions fiscales prises dans l'exercice considéré	-	(289)
Ajouts pour les positions fiscales des exercices précédents	(6)	(1)
Réductions pour les positions fiscales des exercices précédents	1	2
Positions frappées de prescription	4	-
Règlements	5	2
Écart de conversion	61	23
Solde à la fin de l'exercice	(317) \$	(382) \$

Les économies d'impôt non constatées sont prises en compte comme suit à l'état consolidé de la situation financière :

Exercices clos les 31 décembre	2015	2014
Impôt sur le résultat à recouvrer	(61) \$	(36) \$
Autres passifs et provisions (note 14)	(189)	(279)
Actif d'impôt différé ¹⁾	(67)	(67)
Solde à la fin de l'exercice	(317) \$	(382) \$

¹⁾ Le solde de l'actif d'impôt différé de 2014 a été retraité par suite de l'adoption anticipée de l'ASU 2015-17, *Balance Sheet Classification of Deferred Taxes*, dont il est fait mention à la note 1.

Si elles étaient comptabilisées, toutes les économies d'impôt non constatées d'Encana au 31 décembre 2015 auraient une incidence sur son taux d'impôt effectif. Encana ne prévoit pas que le montant des économies d'impôt non constatées changera de façon importante dans les 12 prochains mois.

Encana comptabilise dans la charge d'intérêts les intérêts courus sur les économies d'impôt non constatées. En 2015, Encana a inscrit 2 M\$ dans la charge d'intérêts (charge de 1 M\$ en 2014; économie de 6 M\$ en 2013). Au 31 décembre 2015, Encana avait un passif de 3 M\$ (2 M\$ en 2014) se rapportant à des intérêts courus sur les économies d'impôt non constatées.

Un résumé des années d'imposition, par territoire, qui demeurent assujetties à l'examen des administrations fiscales, est présenté ci-après.

Territoire	Années d'imposition
Canada – Fédéral	2006 - 2015
Canada – Provincial	2006 - 2015
États-Unis – Fédéral	2011 - 2015
États-Unis – Étatique	2010 - 2015
Autres	2015

Encana et ses filiales produisent des déclarations de revenus principalement au Canada et aux États-Unis. Les points en litige pour les exercices audité et les audits des exercices ultérieurs sont continus et en sont à diverses étapes d'achèvement.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

8. Créances clients et produits à recevoir

31 décembre	2015	2014
Créances commerciales et produits à recevoir	606 \$	1 223 \$
Montants payés d'avance	25	60
Acomptes et autres	18	30
	649	1 313
Provision pour créances douteuses	(4)	(6)
	645 \$	1 307 \$

Les créances commerciales ne portent pas intérêt. Pour en déterminer la recouvrabilité, la Société tient compte de l'âge des créances non réglées et de la cote de solvabilité des contreparties. D'autres d'informations sur le risque de crédit sont présentées à la note 24.

9. Immobilisations corporelles, montant net

31 décembre	2015			2014		
	Coût	Cumul des amortissements et de l'épuisement	Montant net	Coût	Cumul des amortissements et de l'épuisement	Montant net
Activités au Canada						
Biens prouvés	14 866 \$	(14 170) \$	696 \$	18 271 \$	(16 566) \$	1 705 \$
Biens non prouvés	334	-	334	478	-	478
Autres	70	-	70	155	-	155
	15 270	(14 170)	1 100	18 904	(16 566)	2 338
Activités aux États-Unis						
Biens prouvés	25 723	(23 822)	1 901	24 279	(16 260)	8 019
Biens non prouvés	5 282	-	5 282	5 655	-	5 655
Autres	66	-	66	143	-	143
	31 071	(23 822)	7 249	30 077	(16 260)	13 817
Optimisation des marchés Activités non sectorielles et autres	5	(4)	1	8	(7)	1
	2 098	(591)	1 507	2 470	(611)	1 859
	48 444 \$	(38 587) \$	9 857 \$	51 459 \$	(33 444) \$	18 015 \$

Les immobilisations corporelles des activités au Canada et aux États-Unis comprennent des coûts internes qui sont directement liés aux activités de prospection, de mise en valeur et de construction de 217 M\$ et qui ont été incorporés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 (306 M\$ en 2014). Le poste Activités non sectorielles et autres comprend des coûts liés à des biens internationaux de 58 M\$ (65 M\$ en 2014) qui ont été entièrement dépréciés.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, la Société a, par suite de tests de plafonnement du coût entier, imputé des pertes de valeur avant impôt de 6 473 M\$ (néant en 2014; néant en 2013) au centre de coûts américain, ces pertes de valeur ayant été prises en compte dans le cumul des amortissements et de l'épuisement figurant dans le tableau ci-dessus et ayant résulté essentiellement de la baisse des prix moyens des marchandises des 12 derniers mois, ce qui a entraîné une réduction des volumes et de la valeur des réserves prouvées. Aucune perte de valeur par suite de tests de plafonnement du coût entier n'a été imputée au centre de coûts canadien au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 (néant en 2014; néant en 2013).

Les prix moyens des 12 derniers mois qui sont utilisés dans les calculs effectués dans le cadre des tests de plafonnement du coût entier tiennent compte de prix de référence ajustés en fonction des écarts pour le calcul des données locales comme les prix de référence, les frais et tarifs de transport, le contenu thermique et la qualité. Les prix de référence sont indiqués à la note 27.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Contrats de location-acquisition

La Société a conclu plusieurs contrats de location qui sont constatés comme des contrats de location-acquisition et qui visent notamment un immeuble de bureaux, du matériel et une plateforme de production en mer.

En décembre 2013, Encana a démarré l'exploitation commerciale de ses installations de production Deep Panuke qui sont situées au large des côtes de la Nouvelle-Écosse et a alors constaté un actif de location-acquisition et une obligation correspondante en lien avec ces installations. Les droits variables qui y sont associés sont décrits à la note 19.

Au 31 décembre 2015, la valeur comptable des biens visés par des contrats de location-acquisition totalisait 376 M\$ (547 M\$ en 2014), déduction faite de l'amortissement cumulé de 310 M\$ (225 M\$ en 2014). Les passifs associés aux contrats de location-acquisition sont comptabilisés dans le poste Autres passifs et provisions de l'état consolidé de la situation financière et sont présentés à la note 14.

Autre entente

Au 31 décembre 2015, une valeur comptable de 1 179 M\$ (1 431 M\$ en 2014) était inscrite dans les immobilisations corporelles et le total de l'actif du secteur Activités non sectorielles et autres relativement à l'immeuble de bureaux The Bow, lequel fait l'objet d'un bail de 25 ans. Cet immeuble est amorti sur sa durée de vie estimée, soit 60 ans. À la fin du terme de 25 ans, l'actif résiduel et le passif correspondant devraient être décomptabilisés, tel qu'il est indiqué à la note 14.

10. Autres actifs

31 décembre	2015	2014
Placements à long terme	161 \$	163 \$
Créances à long terme	70	136
Frais d'émission de titres d'emprunt (note 1)	30	39
Charge différée	11	9
Autres	24	47
	296 \$	394 \$

11. Goodwill

31 décembre	2015	2014
Canada	661 \$	788 \$
États-Unis	2 129	2 129
	2 790 \$	2 917 \$

Il n'y a eu aucune acquisition ni cession de goodwill en 2015. La variation du solde du goodwill des activités au Canada reflète des fluctuations liées au change.

En 2014, la Société a constaté un goodwill de 1 724 M\$ en lien avec l'acquisition d'Athlon aux États-Unis, tel qu'il est décrit à la note 3. Au Canada, la Société a attribué un goodwill de 257 M\$ à la sortie d'actifs de Bighorn et a décomptabilisé un montant de 39 M\$ à la sortie de sa participation dans PrairieSky, tel qu'il est indiqué aux notes 4 et 18. Aux États-Unis, la Société a ventilé un goodwill de 68 M\$ à la sortie d'actifs de Jonah, comme le précise la note 4.

Un test de dépréciation du goodwill a été effectué aux 31 décembre 2015 et 2014. Il a été établi que la juste valeur des unités d'exploitation au Canada et aux États-Unis était supérieure à leur valeur comptable respective. Par conséquent, aucune perte de valeur du goodwill n'a été comptabilisée.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

12. Dettes fournisseurs et charges à payer

31 décembre	2015	2014
Comptes fournisseurs	254 \$	396 \$
Charges à payer relativement aux dépenses d'investissement	257	729
Charges à payer relativement aux redevances et à la production	345	527
Autres charges à payer	280	385
Intérêts à payer	80	100
Décassements en cours	-	4
Partie courante des obligations en vertu de contrats de location-acquisition (note 14)	54	59
Partie courante des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (note 15)	41	43
	1 311 \$	2 243 \$

Les dettes fournisseurs et les charges à payer ne portent pas intérêt. Les intérêts à payer représentent les montants à payer relativement aux billets non garantis d'Encana comme il est indiqué à la note 13.

13. Dette à long terme

31 décembre	Note	2015	2014
Dette libellée en dollars canadiens			
Billets non garantis en dollars canadiens	B		
5,80 %, échéant le 18 janvier 2018		- \$	647 \$
		-	647
Dette libellée en dollars américains			
Crédit renouvelable et emprunts à terme	A	650	1 277
Billets non garantis en dollars américains	B		
5,90 %, échéant le 1 ^{er} décembre 2017		-	700
6,50 %, échéant le 15 mai 2019		500	500
3,90 %, échéant le 15 novembre 2021		600	600
8,125 %, échéant le 15 septembre 2030		300	300
7,20 %, échéant le 1 ^{er} novembre 2031		350	350
7,375 %, échéant le 1 ^{er} novembre 2031		500	500
6,50 %, échéant le 15 août 2034		750	750
6,625 %, échéant le 15 août 2037		500	500
6,50 %, échéant le 1 ^{er} février 2038		800	800
5,15 %, échéant le 15 novembre 2041		400	400
		5 350	6 677
Capital total	F	5 350	7 324
Augmentation de la valeur de la dette reprise	C	27	34
Escomptes sur la dette	D	(14)	(18)
Partie courante de la dette à long terme	E	-	-
		5 363 \$	7 340 \$

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

A) CRÉDIT RENOUVELABLE ET EMPRUNTS À TERME

Crédit renouvelable et emprunts à terme libellés en dollars américains

Au 31 décembre 2015, Encana disposait de facilités de crédit bancaire renouvelables consenties totalisant 4,5 G\$ et comprenant une première facilité de crédit bancaire renouvelable de 3,0 G\$ destinée à Encana et une seconde, de 1,5 G\$, destinée à une filiale américaine. Ces facilités peuvent être prorogées à l'occasion, mais pas plus d'une fois par année, au gré des prêteurs et à la demande d'Encana, pour une période d'au plus cinq ans et 90 jours à partir de la date de la demande de prorogation. Les facilités viennent à échéance en juillet 2020 et sont entièrement renouvelables jusqu'à leur échéance. Encana est assujettie à certaines clauses restrictives de nature financière aux termes de ses ententes de facilités de crédit et elle s'y conformait entièrement au 31 décembre 2015.

La facilité destinée à Encana n'est pas garantie; elle porte intérêt aux taux pratiqués par les prêteurs pour des emprunts au taux préférentiel canadien, au taux de base américain, au taux des acceptations bancaires ou au TIOL, chacun étant majoré des marges applicables. Au 31 décembre 2015, la Société avait effectué des prélèvements de 210 M\$ au TIOL, assortis de diverses dates d'échéance, le taux d'intérêt moyen pondéré se situant à 1,87 %. Des effets de trésorerie de 440 M\$ venant à échéance à diverses dates sont aussi adossés à la facilité destinée à Encana; leur taux d'intérêt moyen pondéré se chiffre à 1,13 %. Ces montants sont pleinement étayés par les facilités de crédit renouvelables qui ne sont assujetties à aucune exigence de remboursement dans l'exercice à venir, et la direction croit qu'ils continueront de l'être. De la facilité de crédit bancaire de 3,0 G\$, une somme de 2 350 M\$ reste inutilisée.

La facilité destinée à la filiale américaine, toujours inutilisée au 31 décembre 2015, porte intérêt aux taux pratiqués par les prêteurs pour des emprunts au taux de base américain ou au TIOL, chacun étant majoré des marges applicables.

Les commissions d'attente versées en 2015 relativement aux ententes de crédit renouvelable et aux emprunts à terme se sont établies à quelque 11 M\$ (12 M\$ en 2014; 14 M\$ en 2013).

B) BILLETS NON GARANTIS

Prospectus préalable

En 2014, Encana a déposé un prospectus préalable de base simplifié qui lui permet d'émettre à l'occasion jusqu'à 6,0 G\$, ou l'équivalent en monnaies étrangères, de titres d'emprunt, d'actions ordinaires, d'actions privilégiées, de reçus de souscription, de bons de souscription d'actions et d'unités au Canada ou aux États-Unis, ou dans ces deux pays. En mars 2015, la Société a déposé un supplément de prospectus à son prospectus préalable de base simplifié visant l'émission d'actions ordinaires, comme en fait mention la note 16. Au 31 décembre 2015, des titres totalisant 4,9 G\$ pouvaient encore être émis aux termes de ce prospectus. Toute émission est fonction des conditions de marché. La période de validité du prospectus expire en juillet 2016.

Billets non garantis en dollars canadiens et américains

Les billets non garantis incluent des billets à moyen terme et des billets de premier rang qui sont émis de temps à autre aux termes d'actes de fiducie et qui ont égalité de rang en ce qui concerne le paiement du capital et des intérêts.

Le 5 mars 2015, Encana a avisé les porteurs des billets qu'elle rembourserait ses 700 M\$ de billets, à 5,90 %, échéant le 1^{er} décembre 2017 et ses 750 M\$ CA de billets à moyen terme, à 5,80 %, échéant le 18 janvier 2018. Le 6 avril 2015, la Société a utilisé le produit net de l'émission d'actions ordinaires, comme il en est fait mention à la note 16, ainsi que ses fonds en caisse pour mener à bien ce remboursement. En raison du remboursement anticipé de ses billets, la Société a comptabilisé un paiement d'intérêts non récurrent d'environ 165 M\$, comme le mentionne la note 5.

Le 28 février 2014, Encana a annoncé une offre publique d'achat en trésorerie et la sollicitation de consentements visant tout billet à 5,80 %, échéant le 1^{er} mai 2014, d'un montant de 1 000 M\$ en cours et la totalité de ces billets. La Société a versé 1 004,59 \$ pour chaque 1 000 \$ du montant du capital des billets plus les intérêts courus et impayés jusqu'à la date de règlement exclusivement ainsi qu'un paiement de consentement équivalant à 2,50 \$ par tranche de 1 000 \$ du montant de capital des billets.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

L'offre publique d'achat et la sollicitation de consentements ont expiré le 28 mars 2014 et, le 31 mars 2014, Encana a versé aux porteurs de billets qui les avaient acceptées un total d'environ 792 M\$ en trésorerie, montant composé de 768 M\$ pour le remboursement de capital, 2 M\$ pour les paiements de consentement et 22 M\$ pour les intérêts courus et impayés.

Le 28 avril 2014 et conformément à l'avis de remboursement émis le 28 mars 2014, la Société a remboursé le solde du montant du capital des billets, à 5,80 %, qui n'avaient pas été déposés aux termes de l'offre d'achat. Encana a payé environ 239 M\$ en trésorerie, soit un montant de remboursement du capital de 232 M\$ et des intérêts courus et impayés de 7 M\$.

Le 16 décembre 2014, Encana a procédé au remboursement des 500 M\$ de billets de premier rang, à 7,375 %, échéant le 15 avril 2021 ainsi que des 650 M\$ de billets de premier rang, à 6,00 %, échéant le 1^{er} mai 2022 qu'elle avait repris dans le cadre de l'acquisition d'Athlon, tel qu'il est expliqué à la note 3. La Société a constaté un paiement non récurrent d'environ 125 M\$ par suite de ce remboursement anticipé, comme le mentionne la note 5. Elle s'est servie du produit de 1 277 M\$ provenant de sa facilité de crédit renouvelable pour rembourser les billets de premier rang.

C) AUGMENTATION DE VALEUR DE LA DETTE REPRISE

Certains billets et certaines débetures de la Société ont été repris dans le cadre de regroupements d'entreprises et ont été comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. L'écart entre la juste valeur et le montant du capital de la dette est amorti sur la durée résiduelle de cette dette, soit environ 15 ans.

En lien avec l'acquisition d'Athlon en 2014, la Société a constaté une hausse de quelque 12 M\$ de la juste valeur de la dette reprise, montant qui a été passé en charges lors du remboursement des billets de premier rang et qui a été pris en compte dans le poste Autres charges de l'état consolidé du résultat net d'Encana.

D) ESCOMPTES SUR LA DETTE

Les primes et les escomptes afférents à la dette à long terme sont incorporés dans la dette à long terme et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. En 2015 et en 2014, aucun escompte sur la dette n'a été incorporé.

E) PARTIE COURANTE DE LA DETTE À LONG TERME

Aux 31 décembre 2015 et 2014, la partie courante de la dette à long terme était de néant.

F) REMBOURSEMENTS OBLIGATOIRES SUR LA DETTE

31 décembre	Montant du capital
2016	- \$
2017	-
2018	-
2019	500
2020	650
Par la suite	4 200
Total	5 350 \$

Les facilités de crédit sont entièrement renouvelables pour une période pouvant atteindre cinq ans. Compte tenu de leurs dates d'échéance actuelles, les remboursements ont été pris en compte dans ceux exigibles en 2020.

Au 31 décembre 2015, le total de la dette à long terme avait une valeur comptable de 5 363 M\$ et une juste valeur de 4 630 M\$ (valeur comptable de 7 340 M\$ et juste valeur de 7 788 M\$ en 2014). La juste valeur estimée des emprunts à long terme est attribuée au niveau 2 de la hiérarchie de la juste valeur et a été établie en fonction de renseignements du marché ou en actualisant les versements futurs d'intérêts et de capital au moyen des taux d'intérêt que la Société devrait pouvoir obtenir à la fin de la période.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

14. Autres passifs et provisions

31 décembre	2015	2014
Immeuble de bureaux The Bow (note 9)	1 238 \$	1 486 \$
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition (note 9)	353	473
Économies d'impôt non constatées (note 7)	189	279
Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	115	144
Primes au rendement à long terme (note 21)	23	70
Autres contrats d'instruments dérivés (notes 23, 24)	23	-
Autres	34	32
	1 975 \$	2 484 \$

Immeuble de bureaux The Bow

Comme il est indiqué à la note 9, Encana a comptabilisé les coûts cumulés de l'immeuble de bureaux The Bow, lequel fait l'objet d'un bail de 25 ans. À l'expiration de ce terme, l'actif résiduel et le passif correspondant devraient être décomptabilisés. Encana a également sous-loué une partie des locaux pour bureaux de l'immeuble The Bow à une filiale de Cenovus Energy Inc. (« Cenovus »). Le total des paiements futurs non actualisés associés au contrat de location ainsi que le total des montants futurs non actualisés qui devraient être recouverts par la sous-location à Cenovus sont présentés ci-dessous.

(chiffres non actualisés)	2016	2017	2018	2019	2020	Par la suite	Total
Loyers futurs prévus	68 \$	68 \$	69 \$	69 \$	70 \$	1 315 \$	1 659 \$
Montants recouverts par la sous-location	(34) \$	(34) \$	(34) \$	(34) \$	(34) \$	(646) \$	(816) \$

Obligations en vertu de contrats de location-acquisition

Comme il est décrit à la note 9, la Société a conclu plusieurs contrats de location qui sont constatés comme des contrats de location-acquisition et qui visent notamment un immeuble de bureaux, du matériel et les installations de production. Les droits variables afférents aux installations de production sont décrits à la note 19.

Ce qui suit indique les loyers futurs prévus qui sont liés aux obligations en vertu de contrats de location-acquisition de la Société.

	2016	2017	2018	2019	2020	Par la suite	Total
Loyers futurs prévus	98 \$	99 \$	99 \$	99 \$	99 \$	133 \$	627 \$
Moins les montants représentant les intérêts	44	42	38	34	31	31	220
Valeur actualisée des loyers futurs prévus	54 \$	57 \$	61 \$	65 \$	68 \$	102 \$	407 \$

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

15. Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

31 décembre	2015	2014
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	913 \$	966 \$
Passifs engagés ou repris	19	85
Passifs réglés ou cédés	(217)	(188)
Variation des sorties de trésorerie futures estimées	115	35
Charge de désactualisation	45	52
Écart de conversion	(61)	(37)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	814 \$	913 \$
Partie courante (note 12)	41 \$	43 \$
Partie non courante	773	870
	814 \$	913 \$

16. Capital social

AUTORISÉ

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale et un nombre d'actions préférentielles de catégorie A représentant au plus 20 % du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation au moment de l'émission.

ÉMIS ET EN CIRCULATION

31 décembre	2015		2014	
	Nombre (en millions)	Montant	Nombre (en millions)	Montant
Actions ordinaires en circulation au début de l'exercice	741,2	2 450 \$	740,9	2 445 \$
Actions ordinaires émises	98,4	1 098	-	-
Actions ordinaires émises aux termes du régime de réinvestissement des dividendes	10,2	73	0,3	5
Actions ordinaires en circulation à la fin de l'exercice	849,8	3 621 \$	741,2	2 450 \$

Le 5 mars 2015, Encana a déposé un supplément de prospectus (le « placement ») à son prospectus préalable de base en vue de l'émission de 85 616 500 actions ordinaires et a octroyé une option de surallocation visant un maximum de 12 842 475 actions ordinaires supplémentaires au prix de 14,60 \$ CA chacune, conformément à une convention de prise ferme. Le produit brut tiré du placement a totalisé quelque 1,44 G\$ CA (1,13 G\$). Après déduction de la rémunération des preneurs fermes et des coûts associés au placement, la Société a touché un produit net d'environ 1,39 G\$ CA (1,09 G\$).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, Encana a émis 10 246 221 actions ordinaires, d'un montant total de 73 M\$, en vertu de son régime de réinvestissement des dividendes (le « RRD »). Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014, Encana a émis 240 839 actions ordinaires, d'un montant total de 5 M\$, en vertu du RRD.

DIVIDENDES

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, Encana a versé des dividendes de 0,28 \$ par action ordinaire, soit un total de 225 M\$ (0,28 \$ par action ordinaire et total de 207 M\$ pour 2014; 0,67 \$ par action ordinaire et total de 494 M\$ pour 2013). En 2015 et en 2014, le dividende trimestriel que la Société a versé a été de 0,07 \$ par action ordinaire. En 2013, le dividende trimestriel par action ordinaire a été de 0,20 \$ pour les trois premiers trimestres et de 0,07 \$ pour le quatrième. Les actions ordinaires émises dans le cadre du placement qui est décrit ci-dessus n'ont pas donné à leurs porteurs le droit de toucher le dividende versé le 31 mars 2015.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, les dividendes versés ont inclus les 73 M\$ d'actions ordinaires dont il est fait mention ci-dessus, actions que la Société a émises au lieu de verser des dividendes en trésorerie, conformément au RRD (5 M\$ en 2014; 93 M\$ en 2013).

Le 23 février 2016, le conseil a déclaré un dividende de 0,015 \$ par action ordinaire payable le 31 mars 2016 aux détenteurs d'actions ordinaires inscrits le 15 mars 2016.

RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

Le tableau suivant présente le calcul du résultat net par action ordinaire.

Exercices clos les 31 décembre (en millions de dollars, sauf les montants par action)	2015	2014	2013
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(5 165) \$	3 392 \$	236 \$
Nombre d'actions ordinaires			
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – de base	822,1	741,0	737,7
Effet des titres dilutifs	-	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué	822,1	741,0	737,7
Résultat net par action ordinaire			
De base	(6,28) \$	4,58 \$	0,32 \$
Dilué	(6,28) \$	4,58 \$	0,32 \$

RÉGIME D'OPTIONS SUR ACTIONS D'ENCANA

Encana offre des régimes de rémunération fondée sur des actions qui permettent aux membres de son personnel d'acheter des actions ordinaires de la Société. Le prix d'exercice des options sur actions n'est pas inférieur à la valeur de marché des actions ordinaires à la date d'attribution des options. Les options sur actions peuvent être exercées à raison de 30 % du nombre d'options attribuées après un an et d'une autre tranche de 30 % après deux ans. Les options sont pleinement exerçables après trois ans et elles viennent à échéance cinq ans après leur date d'attribution. Depuis mars 2015, les options attribuées viennent à échéance sept ans après leur date d'attribution.

Des droits à l'appréciation des actions jumelés (« DAAJ ») sont rattachés à toutes les options en cours au 31 décembre 2015. Au lieu d'exercer les options auxquelles ces DAAJ sont rattachés, le porteur peut choisir de recevoir un paiement en trésorerie égal à l'excédent du cours du marché des actions ordinaires d'Encana sur le prix d'attribution initial au moment de l'exercice. En outre, certaines options sur actions sont attribuées en fonction du rendement. Les DAAJ liés au rendement (« DAAJR ») s'acquièrent et expirent selon les mêmes conditions que les options auxquelles ils se rattachent. De plus, l'acquisition des droits est assujettie à l'atteinte, par Encana, d'un rendement prescrit à l'égard de certaines mesures clés prédéfinies. Dans le passé, la plupart des porteurs des options comportant des DAAJ ont choisi d'exercer leurs options sur actions en tant que droits à l'appréciation des actions (« DAA ») contre un paiement en trésorerie. C'est pourquoi Encana ne considère pas que les DAAJ en cours constituent des titres potentiellement dilutifs. Il y a lieu de se reporter à la note 21 pour obtenir plus de renseignements sur les DAAJ et les DAAJR en cours et exerçables d'Encana.

Au 31 décembre 2015, 30,3 millions d'actions ordinaires étaient réservées aux fins d'émission aux termes des régimes d'options sur actions (27,3 millions en 2014; 19,1 millions en 2013).

DROITS À LA VALEUR DES ACTIONS SOUMIS À RESTRICTIONS (« DVASR ») D'ENCANA

Encana a un régime de rémunération fondée sur des actions aux termes duquel elle attribue des DVASR aux membres admissibles de son personnel. Un DVASR est une attribution conditionnelle de droits à recevoir une action ordinaire d'Encana, ou son équivalent en trésorerie, au gré d'Encana et lorsque le DVASR est acquis, conformément aux modalités du régime de DVASR et de la convention d'attribution qui s'y rapporte. Un DVASR vaut théoriquement une action ordinaire d'Encana. Les DVASR sont acquis sur une période de trois ans à compter de la date d'attribution, pourvu que le membre du personnel soit toujours un membre actif d'Encana à la date d'acquisition des droits. La Société a l'intention de régler les DVASR en trésorerie à la date d'acquisition et c'est pourquoi elle ne considère pas qu'ils sont des titres potentiellement dilutifs. Il y a lieu de se reporter à la note 21 pour obtenir plus de renseignements sur les DVASR en cours d'Encana.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

17. Cumul des autres éléments du résultat global

Exercices clos les 31 décembre	2015	2014
Écart de conversion		
Solde au début de l'exercice	715 \$	693 \$
Variation de l'écart de conversion	668	22
Solde à la fin de l'exercice	1 383 \$	715 \$
Régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi		
Solde au début de l'exercice	(26) \$	(9) \$
Montant net des écarts actuariels et modification des régimes (note 22)	46	(22)
Impôt sur le résultat	(15)	7
Reclassement du montant net des écarts actuariels dans le résultat net (note 22)	2	(1)
Impôt sur le résultat	-	-
Reclassement du montant net du coût des services passés et des (crédits) dans le résultat net (note 22)	-	(1)
Impôt sur le résultat	-	-
Solde à la fin de l'exercice	7 \$	(26) \$
Total du cumul des autres éléments du résultat global	1 390 \$	689 \$

18. Participation ne donnant pas le contrôle

Premier appel public à l'épargne visant des actions ordinaires de PrairieSky

Le 29 mai 2014, Encana a mené à terme un premier appel public à l'épargne (le « PAPE ») visant 52,0 millions d'actions ordinaires de PrairieSky au prix de 28,00 \$ CA chacune, ce qui a donné lieu à un produit brut d'environ 1,46 G\$ CA. Le 3 juin 2014, l'option de surallocation accordée aux preneurs fermes et leur donnant le droit d'acquérir jusqu'à 7,8 millions d'actions ordinaires supplémentaires a été pleinement exercée, ce qui a généré un produit brut d'environ 218,4 M\$ CA. Par suite du PAPE, Encana a reçu un produit brut totalisant quelque 1,67 G\$ CA (1,54 G\$) et elle détenait 70,2 millions d'actions ordinaires de PrairieSky, ce qui représentait une participation de 54 %. Par conséquent, Encana consolidait la totalité de la situation financière et des résultats d'exploitation de PrairieSky et constatait une participation ne donnant pas le contrôle au titre de la participation détenue par des tiers.

La participation ne donnant pas le contrôle dans l'ancienne filiale consolidée, PrairieSky, était présentée en tant qu'élément distinct à l'état consolidé des variations des capitaux propres pour l'exercice clos le 31 décembre 2014. Encana a inscrit une tranche de 117 M\$ du produit tiré du PAPE en tant que participation ne donnant pas le contrôle, et le reliquat du produit, soit 1 427 M\$, moins des coûts de transaction de 82 M\$, a été constaté en tant que surplus d'apport au 31 décembre 2014.

Reclassement d'actions ordinaires de PrairieSky

Le 26 septembre 2014, Encana a procédé au reclassement de 70,2 millions d'actions ordinaires de PrairieSky au prix de 36,50 \$ CA l'action ordinaire, ce qui a valu à Encana un produit brut d'environ 2,6 G\$ CA. Par suite de la réalisation du reclassement, Encana ne détient plus de participation dans PrairieSky. Tel qu'il est précisé à la note 4, la sortie d'actifs de PrairieSky a modifié fortement le rapport entre les coûts incorporés et les réserves prouvées du centre de coûts canadien. C'est pourquoi Encana a constaté, sur cette sortie d'actifs, un profit d'environ 2 094 M\$, profit qui figure dans le poste (Profit) perte sur les sorties d'actifs de son état consolidé du résultat net. En lien avec cette sortie d'actifs, Encana a décomptabilisé la valeur comptable des actifs nets, soit 258 M\$, incluant un goodwill de 39 M\$, ainsi que la participation ne donnant pas le contrôle, d'un montant de 133 M\$.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Distributions aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle

Au cours de la période allant du 29 mai 2014 au 25 septembre 2014, PrairieSky a versé des dividendes de 0,3174 \$ CA par action ordinaire, pour un total de 38 M\$. De ce montant, une tranche de 18 M\$ était attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle, tel qu'il est indiqué dans l'état consolidé des variations des capitaux propres et dans le tableau consolidé des flux de trésorerie.

Résultat net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle

Pendant la période allant du 29 mai 2014 au 25 septembre 2014, la Société détenait une participation lui conférant le contrôle de PrairieSky. Par conséquent, Encana consolidait la totalité de la situation financière et des résultats d'exploitation de cette dernière et avait constaté une participation ne donnant pas le contrôle au titre de la participation que détenaient des tiers. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, un résultat net et un résultat global de 34 M\$ ont été attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle, tel qu'il est indiqué dans l'état consolidé du résultat net et dans l'état consolidé du résultat global.

19. Entités à détenteurs de droits variables

Installations de production

En 2008, Encana a conclu un contrat en vue de la conception, de la construction et de l'exploitation de ses installations de production Deep Panuke. Au démarrage de leur exploitation, soit en décembre 2013, Encana les a constatées comme un actif de location-acquisition, tel qu'il est décrit à la note 9. En vertu du contrat de location, Encana détient une option d'achat ainsi qu'une option lui permettant de proroger cette entente pour 12 périodes de un an à des prix fixes après l'expiration de son terme initial en 2021.

En raison de l'option d'achat et des options de renouvellement à prix fixes, Encana a établi qu'elle détient des droits variables et que l'entité de location connexe constitue une entité à détenteurs de droits variables (« EDDV »). Encana n'est pas le principal bénéficiaire de l'EDDV puisqu'elle n'a pas le pouvoir de diriger les activités qui ont le plus d'incidence sur la performance économique de celle-ci. Hormis le versement des paiements contractuels aux termes des contrats de location et d'exploitation, Encana n'a pas à fournir un quelconque soutien financier ou garantie à l'entité de location ou à ses sociétés affiliées. L'exposition maximale d'Encana correspond aux loyers prévus pendant la durée du contrat initial. Au 31 décembre 2015, une tranche de 340 M\$ (462 M\$ en 2014) des obligations d'Encana en vertu de contrats de location-acquisition avait trait à ces installations de production.

Veresen Midstream Limited Partnership

Le 31 mars 2015, Encana et Cutbank Ridge Partnership (« CRP ») ont conclu avec Veresen Midstream Limited Partnership (« VMLP ») des ententes portant sur la collecte et la compression du gaz naturel, ententes qui ont une durée initiale de 30 ans et qui pourront être renouvelées pour deux périodes de cinq ans. Dans le cadre de ces ententes, VMLP a convenu d'entreprendre, dans l'avenir, l'élargissement des services du secteur intermédiaire si Encana et CRP en ont besoin pour soutenir la mise en valeur future et prévue de la zone Montney. En outre, VMLP fournit à Encana et à CRP des services de collecte et de traitement du gaz naturel en vertu d'ententes que son associé, Veresen Inc., a attribuées à VMLP, ententes dont les durées résiduelles sont de 17 ans et qui pourront être renouvelées pour au plus 10 périodes de un an.

Encana a déterminé que VMLP est une EDDV et qu'elle détient dans celle-ci des droits variables. Encana n'en est pas le principal bénéficiaire puisqu'elle n'a pas le pouvoir de diriger les activités qui ont le plus d'incidence sur la performance économique de VMLP. Ces principales activités ont trait à la construction, à l'exploitation, à l'entretien et à la commercialisation des actifs détenus par VMLP. Les droits variables résultent de certaines modalités que renferment les contrats de service à long terme, ce qui inclut : i) un engagement d'achat ferme de volumes de certains actifs de collecte et de traitement; ii) des honoraires d'exploitation dont une partie pourra être convertie en honoraires fixes une fois que VMLP aura pris en charge l'exploitation de certains actifs de compression; et iii) le paiement éventuel d'un montant minimal de coûts associés à certains actifs de collecte et de compression. Ce paiement éventuel sera établi dans la huitième année de la période de service des actifs et dépendra

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

de l'existence ou non d'une insuffisance de flux de trésorerie générés, dans l'ensemble du réseau, par le gaz naturel recueilli et comprimé aux termes de certains contrats de service. Le montant de ce paiement éventuel pourra être réduit si VMLP vend la capacité inutilisée à des utilisateurs tiers. Encana n'a pas à fournir un quelconque soutien financier ou garantie à VMLP.

L'exposition maximale découlant des liens d'Encana avec VMLP et représentant l'exposition potentielle d'Encana advenant qu'il soit jugé que les actifs visés par les ententes sont sans valeur était estimée à 1 195 M\$ au 31 décembre 2015. Cette estimation tient compte des engagements d'achat ferme de volumes et du paiement éventuel de coûts minimaux. Les engagements d'achat ferme de volumes associés à certains actifs de collecte et de traitement sont indiqués à la note 26, à l'élément Transport et traitement. L'obligation d'effectuer le paiement éventuel est des plus incertaines puisque le montant est tributaire des estimations de production, du rythme de la mise en valeur et de la capacité qui sera attribuée par contrat à des tiers dans l'avenir. Au 31 décembre 2015, le montant des engagements d'achat ferme en cours compris dans les dettes fournisseurs et charges à payer était de néant.

20. Charges de restructuration

En novembre 2013, Encana a annoncé qu'elle projetait d'harmoniser sa structure organisationnelle avec sa nouvelle stratégie. Depuis cette annonce, des charges de restructuration totalisant 126 M\$ avant impôt ont été engagées, charges qui ont essentiellement trait aux coûts des indemnités de départ et dont une tranche de 4 M\$ était toujours à payer au 31 décembre 2015. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, des charges de restructuration de 2 M\$ ont été engagées (36 M\$ en 2014).

Durant le deuxième trimestre de 2015, Encana a modifié son projet d'harmonisation de sa structure organisationnelle avec sa stratégie. En 2015, des charges de transition et coûts des indemnités de départ de 62 M\$, avant impôt, ont été engagés, dont 9 M\$ étaient toujours à payer au 31 décembre 2015.

Les soldes à payer susmentionnés seront réglés au début de 2016. Les charges de restructuration ont été prises en compte dans les charges administratives à l'état consolidé du résultat net.

21. Régimes de rémunération

Encana offre plusieurs régimes de rémunération aux termes desquels elle remet divers types de primes au rendement à long terme aux membres de son personnel qui y sont admissibles. Ces régimes sont notamment les DAAJ, les DAAJR, les DAA, les droits à la valeur des actions liés au rendement (« DVAR »), les droits différés à la valeur des actions (« DDVA ») et les DVASR. Ces régimes de rémunération sont fondés sur des actions.

Encana traite les DAAJ, les DAAJR, les DAA, les DVAR et les DVASR que détiennent des membres de son personnel comme des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie. Par conséquent, la Société comptabilise les coûts de rémunération qui s'y rattachent sur la période d'acquisition des droits en fonction de la juste valeur de ces derniers, laquelle est déterminée à l'aide du modèle Black-Scholes-Merton et d'autres modèles de la juste valeur. Après un an, 30 % des DAAJ et des DAA attribués sont acquis et peuvent être exercés, une autre tranche de 30 % peut l'être après deux ans et tous les droits peuvent l'être après trois ans. Les droits expirent cinq ans après la date d'attribution. Depuis mars 2015, les DAAJ et les DAA attribués expirent sept ans après leur date d'attribution. Les DAAJR s'acquèrent sur une période de quatre ans en fonction de cibles de rendement précisées et expirent après cette période si les cibles en question ne sont pas atteintes. Les DVAR et les DVASR sont acquis sur une période de trois ans à compter de la date d'attribution, pourvu que le membre du personnel soit toujours un membre actif d'Encana à la date d'acquisition des droits.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Les hypothèses moyennes pondérées suivantes ont servi à établir la juste valeur des droits à la valeur des actions détenus par des membres du personnel.

31 décembre 2015	Droits à la valeur des actions (\$ US)	Droits à la valeur des actions (\$ CA)
Taux d'intérêt sans risque	0,48 %	0,48 %
Taux de rendement de l'action	1,18 %	1,09 %
Taux de volatilité attendu	39,16 %	36,45 %
Durée attendue	1,4 an	1,5 an
Cours du marché de l'action	5,09 \$ US	7,03 \$ CA

31 décembre 2014	Droits à la valeur des actions (\$ US)	Droits à la valeur des actions (\$ CA)
Taux d'intérêt sans risque	1,01 %	1,01 %
Taux de rendement de l'action	2,02 %	1,91 %
Taux de volatilité attendu	30,66 %	29,11 %
Durée attendue	1,5 an	1,7 an
Cours du marché de l'action	13,87 \$ US	16,17 \$ CA

La volatilité a été estimée au moyen des taux historiques.

La Société a inscrit les coûts suivants au titre de la rémunération fondée sur des actions :

Exercices clos les 31 décembre	2015	2014	2013
Coûts de rémunération relatifs aux transactions classées comme étant réglées en trésorerie	(29) \$	25 \$	63 \$
Coûts de rémunération relatifs aux transactions classées comme étant réglées en instruments de capitaux propres ¹⁾	-	(2)	3
Total des coûts de la rémunération fondée sur des actions	(29)	23	66
Moins le total des coûts de la rémunération fondée sur des actions incorporés	10	(6)	(22)
Total de la charge de rémunération fondée sur des actions	(19) \$	17 \$	44 \$
Total constaté dans les éléments suivants de l'état consolidé du résultat net			
Charges d'exploitation	(7) \$	12 \$	18 \$
Charges administratives	(12)	5	26
	(19) \$	17 \$	44 \$

¹⁾ Les DVASR peuvent être réglés en trésorerie ou en instruments de capitaux propres au gré d'Encana. La décision de les régler en trésorerie a été prise par la Société après la date d'attribution.

Le total de la rémunération fondée sur des actions de 2014 et de 2013 comprend des droits à la valeur des actions issus de la réorganisation de 2009 et composés de DAAJ, de DAAJR et de DAA. En 2014 et en 2013, Encana a comptabilisé une réduction des coûts de la rémunération de 2 M\$ et de 15 M\$, respectivement, se rapportant aux droits à la valeur des actions de Cenovus. Au 31 décembre 2014, tous les droits à la valeur des actions encore détenus par des membres du personnel de Cenovus avaient expiré et il ne subsistait aucune obligation relative aux régimes d'actionnariat issue de la réorganisation de 2009.

Au 31 décembre 2015, le passif au titre des transactions dont le paiement est fondé sur des actions totalisait 51 M\$ (99 M\$ en 2014), montant dont une tranche de 28 M\$ (29 M\$ en 2014) a été inscrite dans les dettes fournisseurs et charges à payer à l'état consolidé de la situation financière et une tranche de 23 M\$ (70 M\$ en 2014), dans les autres passifs et provisions.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Exercices clos les 31 décembre	2015	2014	2013
Passif au titre des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et réglées en trésorerie			
Sans droits acquis	47 \$	78 \$	121 \$
Avec droits acquis	4	21	48
	51 \$	99 \$	169 \$

Les rubriques qui suivent présentent des informations liées aux régimes de rémunération d'Encana au 31 décembre 2015.

A) DROITS À L'APPRÉCIATION DES ACTIONS JUMELÉS

Des DAAJ sont rattachés à toutes les options visant des actions ordinaires émises aux termes du régime d'options sur actions d'Encana. Au lieu d'exercer les options auxquelles ces DAAJ sont rattachés, le porteur peut choisir de recevoir un paiement en trésorerie égal à l'excédent du cours du marché des actions ordinaires d'Encana sur le prix d'attribution au moment de l'exercice. Les DAAJ s'acquièrent et expirent selon les mêmes conditions que les options auxquelles ils se rattachent.

Les tableaux qui suivent présentent un sommaire des informations relatives aux DAAJ détenus par des membres du personnel.

31 décembre	2015		2014	
(en milliers de droits)	DAAJ en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)	DAAJ en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)
En cours au début de l'exercice	20 401	22,30	22 512	23,11
Attribués	1 934	14,42	5 271	20,57
Exercés – DAA	-	-	(1 443)	19,84
Exercés – Options	-	-	(1)	18,06
Perdus par renonciation	(2 574)	20,89	(4 656)	23,16
Expirés	(2 392)	32,63	(1 282)	29,06
En cours à la fin de l'exercice	17 369	20,21	20 401	22,30
Exercables à la fin de l'exercice	9 981	21,71	9 951	25,40

31 décembre 2015	DAAJ en cours			DAAJ exercables	
Fourchette des prix d'exercice (\$ CA)	Nombre de DAAJ (en milliers)	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)	Nombre de DAAJ (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)
10,00 à 19,99	8 015	3,06	17,25	3 606	18,10
20,00 à 29,99	7 659	2,15	20,90	4 680	21,09
30,00 à 39,99	1 695	0,14	31,08	1 695	31,08
	17 369	2,37	20,21	9 981	21,71

Au cours de l'exercice, Encana a comptabilisé une réduction de 12 M\$ des coûts de la rémunération se rapportant aux DAAJ (réduction des coûts de 15 M\$ en 2014; coûts de 21 M\$ en 2013).

Au 31 décembre 2015, le total des coûts de rémunération non constatés au titre des DAAJ non acquis que détenaient des membres du personnel était d'environ 1 M\$ (5 M\$ en 2014). Ces coûts devraient être comptabilisés sur une période moyenne pondérée de 1,5 an.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

B) DROITS À L'APPRÉCIATION DES ACTIONS JUMELÉS LIÉS AU RENDEMENT

En 2013, Encana a attribué des DAAJR au président et chef de la direction. Les DAAJR s'acquièrent et expirent selon les mêmes conditions que les options auxquelles ils se rattachent. Aux termes de l'attribution de ces droits en 2013, leur acquisition est également assujettie à l'atteinte, par Encana, d'objectifs de rendement prescrits sur une période de quatre ans, selon le cours de ses actions. Les DAAJR qui ne sont pas acquis lorsqu'ils pourraient l'être sont perdus par renonciation et annulés. Au 31 décembre 2015, 934 830 DAAJR ainsi attribués étaient en cours (aucun n'était exerçable); leur prix d'exercice moyen pondéré était de 18,00 \$ CA et la durée contractuelle moyenne pondérée à courir était de 2,45 années.

Au cours de l'exercice, Encana a comptabilisé une réduction de 1 M\$ des coûts de la rémunération se rapportant aux DAAJR (coûts de 1 M\$ en 2014; coûts de 1 M\$ en 2013).

Au 31 décembre 2015, le total des coûts de rémunération non constatés au titre des DAAJR non acquis était de néant (1 M\$ en 2014).

C) DROITS À L'APPRÉCIATION DES ACTIONS

Depuis 2010, des DAA libellés en dollars américains sont attribués aux membres du personnel admissibles en poste aux États-Unis et confèrent à ces derniers le droit de recevoir un paiement en trésorerie égal à l'excédent du cours du marché des actions ordinaires d'Encana au moment de l'exercice sur le prix d'attribution initial des droits. Les tableaux qui suivent présentent un sommaire des informations relatives aux DAA libellés en dollars américains et détenus par des membres du personnel.

31 décembre	2015		2014	
(en milliers de droits)	DAA en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ US)	DAA en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ US)
En cours au début de l'exercice	12 264	23,04	14 930	23,79
Attribués	1 444	12,30	3 139	19,10
Exercés	-	-	(1 095)	19,96
Perdus par renonciation	(1 338)	20,00	(4 667)	23,49
Expirés	(2 233)	30,58	(43)	26,04
En cours à la fin de l'exercice	10 137	20,26	12 264	23,04
Exerçables à la fin de l'exercice	6 149	22,49	7 310	25,97

31 décembre 2015	DAA en cours		DAA exerçables		
Fourchette des prix d'exercice (\$ US)	Nombre de DAA (en milliers)	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ US)	Nombre de DAA (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ US)
10,00 à 19,99	5 747	3,20	16,96	2 102	18,12
20,00 à 29,99	2 978	1,26	21,31	2 635	21,15
30,00 à 39,99	1 412	0,13	31,49	1 412	31,49
	10 137	2,20	20,26	6 149	22,49

Au cours de l'exercice, Encana a comptabilisé une réduction de 5 M\$ des coûts de la rémunération se rapportant aux DAA (réduction de coûts de 2 M\$ en 2014; coûts de 1 M\$ en 2013).

Au 31 décembre 2015, le total des coûts de rémunération non constatés au titre des DAA non acquis que détenaient des membres du personnel était de néant (2 M\$ en 2014).

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

D) DROITS À LA VALEUR DES ACTIONS LIÉS AU RENDEMENT

Depuis 2010, des DVAR sont attribués aux membres du personnel admissibles. Ces DVAR confèrent à leur porteur le droit de recevoir, au moment de l'acquisition des droits, un paiement en trésorerie égal à la valeur d'une action ordinaire d'Encana pour chaque DVAR détenu, selon les modalités du régime de DVAR. Les DVAR sont acquis sur une période de trois ans à compter de la date d'attribution, pourvu que le membre du personnel soit toujours un membre actif d'Encana à la date d'acquisition des droits. Selon les résultats de l'évaluation du rendement, des DVAR pouvant représenter jusqu'à deux fois ceux attribués initialement peuvent être admissibles à l'acquisition relativement à l'exercice ayant fait l'objet de l'évaluation. La portion respective de l'attribution initiale des DVAR réputée admissible à l'acquisition pour chaque exercice sera évaluée, et la valeur nominale en trésorerie sera déposée dans un compte de DVAR, le paiement étant reporté jusqu'à la date de l'acquisition finale des droits.

La valeur finale des DVAR dépendra du rendement d'Encana en regard d'objectifs de performance correspondants prédéfinis, rendement qui sera évalué sur une période de trois ans. Dans le cas des droits attribués de 2010 à 2012, inclusivement, le rendement est évalué par le conseil une fois l'an en fonction d'un coefficient de renouvellement interne afin d'établir si les critères de rendement sont respectés. En ce qui concerne les droits attribués à partir de 2013, le rendement est évalué sur une période de trois ans par comparaison avec celui d'un groupe de pairs spécifique.

Les tableaux qui suivent présentent un sommaire des informations relatives aux DVAR.

(en milliers de droits)	DVAR libellés en dollars canadiens en cours	
	2015	2014
31 décembre		
Non acquis et en cours au début de l'exercice	1 222	1 134
Attribués	1 438	457
Réputés admissibles à l'acquisition	(36)	(211)
Droits tenant lieu de dividendes	97	18
Perdus par renonciation	(118)	(176)
Non acquis et en cours à la fin de l'exercice	2 603	1 222

(en milliers de droits)	DVAR libellés en dollars américains en cours	
	2015	2014
31 décembre		
Non acquis et en cours au début de l'exercice	278	363
Attribués	845	167
Réputés admissibles à l'acquisition	(5)	(173)
Droits tenant lieu de dividendes	40	4
Perdus par renonciation	(133)	(83)
Non acquis et en cours à la fin de l'exercice	1 025	278

Au cours de l'exercice, Encana a comptabilisé des coûts de rémunération se rapportant aux DVAR en cours de 1 M\$ (4 M\$ en 2014; 11 M\$ en 2013).

Au 31 décembre 2015, le total des coûts de rémunération non constatés au titre des DVAR non acquis que détenaient des membres du personnel était d'environ 10 M\$ (12 M\$ en 2014). Ces coûts devraient être comptabilisés sur une période moyenne pondérée de 1,5 an.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

E) DROITS DIFFÉRÉS À LA VALEUR D' ACTIONS

La Société offre un programme aux termes duquel elle attribue aux administrateurs et à certains membres clés du personnel des DDVA, droits dont l'acquisition est immédiate, dont la valeur est égale à celle d'une action ordinaire de la Société et qui sont réglés en trésorerie.

En vertu du régime de DDVA, les membres du personnel peuvent convertir en DDVA 25 % ou 50 % des primes de haut rendement annuelles. Le nombre de DDVA ainsi converti est établi en fonction de la valeur de l'attribution divisée par le cours de clôture de l'action d'Encana à la fin de la période de rendement visée par l'attribution des primes de haut rendement.

Qu'il s'agisse d'administrateurs ou de membres du personnel, les DDVA ne peuvent être rachetés qu'une fois que ceux-ci ont quitté leur poste auprès d'Encana, conformément aux modalités du régime de DDVA concerné, et ce rachat doit avoir lieu avant le 15 décembre de l'année suivant leur départ.

Le tableau qui suit présente un sommaire des informations relatives aux DDVA.

(en milliers de droits)	DDVA libellés en dollars canadiens en cours	
	2015	2014
31 décembre		
En cours au début de l'exercice	891	1 027
Attribués	41	152
Convertis à partir des primes de haut rendement	139	-
Droits tenant lieu de dividendes	32	14
Rachetés	(350)	(302)
En cours à la fin de l'exercice	753	891

Pour l'exercice, Encana a comptabilisé une réduction de 5 M\$ des coûts de la rémunération relativement aux DDVA en cours (coûts de 1 M\$ en 2014; coûts de 2 M\$ en 2013).

F) DROITS À LA VALEUR DES ACTIONS SOUMIS À RESTRICTIONS

Depuis 2011, des DVASR sont attribués aux membres du personnel admissibles. Un DVASR est une attribution conditionnelle de droits à recevoir une action ordinaire d'Encana, ou son équivalent en trésorerie, au gré d'Encana, et lorsque le DVASR est acquis, conformément aux modalités du régime de DVASR et de la convention d'attribution qui s'y rapporte. Un DVASR vaut théoriquement une action ordinaire d'Encana. Les DVASR sont acquis sur une période de trois ans à compter de la date d'attribution, pourvu que le membre du personnel soit toujours un membre actif d'Encana à la date d'acquisition des droits. Au 31 décembre 2015, Encana prévoyait régler les DVASR en trésorerie à la date d'acquisition.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Les tableaux qui suivent présentent un sommaire des informations relatives aux DVASR.

(en milliers de droits)	DVASR libellés en dollars canadiens en cours	
	2015	2014
31 décembre		
Non acquis et en cours au début de l'exercice	5 887	5 130
Attribués	3 381	2 785
Droits tenant lieu de dividendes	306	94
Acquis et libérés	(206)	(1 368)
Perdus par renonciation	(1 254)	(754)
Non acquis et en cours à la fin de l'exercice	8 114	5 887

(en milliers de droits)	DVASR libellés en dollars américains en cours	
	2015	2014
31 décembre		
Non acquis et en cours au début de l'exercice	3 110	3 475
Attribués	3 206	1 767
Droits tenant lieu de dividendes	218	51
Acquis et libérés	(51)	(1 071)
Perdus par renonciation	(574)	(1 112)
Non acquis et en cours à la fin de l'exercice	5 909	3 110

Au cours de l'exercice, Encana a comptabilisé une réduction de 7 M\$ des coûts de la rémunération se rapportant aux DVASR en cours (coûts de 36 M\$ en 2014; coûts de 45 M\$ en 2013). Au 31 décembre 2015, une tranche de 11 M\$ du surplus d'apport se rapportait aux DVASR (11 M\$ en 2014).

Au 31 décembre 2015, le total des coûts de rémunération non constatés au titre des DVASR non acquis que détenaient des membres du personnel était d'environ 26 M\$ (57 M\$ en 2014). Ces coûts devraient être comptabilisés sur une période moyenne pondérée de 1,3 an.

22. Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

La Société offre aux membres de son personnel au Canada et aux États-Unis des régimes à prestations définies et à cotisations définies, en plus de proposer des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi (« AAPE »). Le régime de retraite à prestations définies a toutefois été fermé aux nouveaux participants le 1^{er} janvier 2003. La durée d'activité moyenne résiduelle du personnel participant à ce régime est de quatre ans. La durée d'activité moyenne résiduelle du personnel participant aux régimes d'AAPE est de 13 ans.

La Société est tenue de fournir une évaluation actuarielle de ses régimes de retraite aux autorités de réglementation provinciales au moins tous les trois ans ou plus fréquemment si celles-ci l'exigent. L'évaluation actuarielle la plus récente des régimes de la Société est datée du 31 décembre 2013, et la Société devrait être tenue de déposer la prochaine en date du 31 décembre 2016.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Le tableau suivant indique les variations des obligations au titre des prestations et de la juste valeur des actifs du régime de retraite à prestations définies et des régimes d'autres avantages postérieurs à l'emploi pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014 ainsi que la situation de capitalisation des régimes et les montants constatés dans les états financiers consolidés aux 31 décembre 2015 et 2014.

31 décembre	Prestations de retraite		AAPE	
	2015	2014	2015	2014
Variation des obligations au titre des prestations				
Obligation au titre des prestations projetées au début de l'exercice	279 \$	287 \$	114 \$	93 \$
Coût des services	2	3	10	10
Coût financier	9	12	4	4
Écarts actuariels	(23)	19	(24)	14
Écarts de change	(38)	(22)	(3)	(3)
Cotisations des salariés	-	-	1	1
Prestations versées	(17)	(20)	(6)	(5)
Obligation au titre des prestations projetées à la fin de l'exercice	212 \$	279 \$	96 \$	114 \$
Variation des actifs des régimes				
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	264 \$	291 \$	- \$	- \$
Rendement réel des actifs des régimes	11	26	-	-
Écarts de change	(41)	(25)	-	-
Cotisations des salariés	-	-	1	1
Cotisations de l'employeur	-	2	5	4
Prestations versées	(17)	(20)	(6)	(5)
Virements au régime à cotisations définies	(9)	(10)	-	-
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	208 \$	264 \$	- \$	- \$
Situation de capitalisation des actifs des régimes à la fin de l'exercice	(4) \$	(15) \$	(96) \$	(114) \$
Le total des montants comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière se compose des éléments suivants :				
Autres actifs	2 \$	4 \$	- \$	- \$
Passif courant	-	-	(6)	(7)
Passif non courant	(6)	(19)	(90)	(107)
Total	(4) \$	(15) \$	(96) \$	(114) \$
Le total des montants comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global se compose des éléments suivants :				
Écarts actuariels, montant net	20 \$	44 \$	(15) \$	9 \$
Coût des services passés	(5)	(5)	(7)	(7)
Total des montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global avant impôt	15 \$	39 \$	(22) \$	2 \$

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

L'obligation au titre des prestations définies constituées pour tous les régimes à prestations définies s'établissait à 293 M\$ au 31 décembre 2015 (374 M\$ en 2014).

Le tableau suivant indique les régimes à prestations définies dont l'obligation au titre des prestations constituées et l'obligation au titre des prestations projetées dépassent la juste valeur de leurs actifs.

31 décembre	Prestations de retraite		AAPE	
	2015	2014	2015	2014
Obligation au titre des prestations projetées	(64) \$	(279) \$	(96) \$	(114) \$
Obligation au titre des prestations constituées	(51)	(260)	(96)	(114)
Juste valeur des actifs des régimes	58	260	-	-

Les hypothèses moyennes pondérées dont la Société s'est servie pour calculer les obligations liées aux prestations de retraite définies et aux autres avantages postérieurs à l'emploi sont indiquées ci-après.

31 décembre	Prestations de retraite		AAPE	
	2015	2014	2015	2014
Taux d'actualisation	3,75 %	3,75 %	4,02 %	3,67 %
Taux d'augmentation des niveaux de rémunération	3,49 %	3,99 %	5,04 %	6,39 %

Le tableau suivant indique la charge totale au titre des régimes qui a été constatée par la Société.

Exercices clos les 31 décembre	Prestations de retraite			AAPE		
	2015	2014	2013	2015	2014	2013
Charges au titre des régimes à prestations définies	1 \$	- \$	21 \$	14 \$	12 \$	11 \$
Charges au titre des régimes à cotisations définies	33	34	43	-	-	-
Charge totale au titre des régimes	34 \$	34 \$	64 \$	14 \$	12 \$	11 \$

Un montant de 39 M\$ (36 M\$ en 2014; 60 M\$ en 2013) de la charge totale au titre des régimes a été inscrit dans les charges d'exploitation, et un autre de 9 M\$ (10 M\$ en 2014; 15 M\$ en 2013) l'a été dans les charges administratives.

La charge périodique au titre des prestations de retraite et des AAPE définis s'établit comme suit :

Exercices clos les 31 décembre	Prestations de retraite			AAPE		
	2015	2014	2013	2015	2014	2013
Coût des services rendus au cours de la période	2 \$	3 \$	4 \$	10 \$	10 \$	12 \$
Coût financier	9	12	12	4	4	4
Rendement attendu des actifs des régimes	(12)	(15)	(16)	-	-	-
Montants reclassés depuis le cumul des autres éléments du résultat global						
Amortissement des écarts actuariels, montant net	2	-	11	-	(1)	-
Amortissement du coût des services passés, montant net	-	-	-	-	(1)	-
Liquidation	-	-	5	-	-	-
Réduction	-	-	1	-	-	(5)
Prestations spéciales de cessation d'emploi	-	-	4	-	-	-
Charge totale au titre des régimes à prestations définies	1 \$	- \$	21 \$	14 \$	12 \$	11 \$

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Le total des montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global va comme suit :

Exercices clos les 31 décembre	Prestations de retraite			AAPE		
	2015	2014	2013	2015	2014	2013
Écarts actuariels, montant net	(22) \$	8 \$	(46) \$	(24) \$	14 \$	(6) \$
Modification des régimes	-	-	-	-	-	(13)
Amortissement des écarts actuariels, montant net	(2)	-	(11)	-	1	-
Amortissement du coût des services passés, montant net	-	-	-	-	1	-
Liquidation et réduction	-	-	(6)	-	-	-
Total des montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global avant impôt	(24) \$	8 \$	(63) \$	(24) \$	16 \$	(19) \$
Total des montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global après impôt	(17) \$	6 \$	(46) \$	(16) \$	11 \$	(14) \$

Pour 2016, la perte actuarielle nette estimée et le coût des services passés des régimes de retraite et des régimes d'autres avantages postérieurs à l'emploi qui seront amortis et reclassés depuis le cumul des autres éléments du résultat global au produit net des régimes se chiffrent à 1 M\$.

Les hypothèses moyennes pondérées dont la Société s'est servie pour calculer les coûts périodiques nets des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi sont indiquées ci-après.

Exercices clos les 31 décembre	Prestations de retraite			AAPE		
	2015	2014	2013	2015	2014	2013
Taux d'actualisation	3,75 %	4,50 %	4,25 %	3,66 %	4,49 %	3,59 %
Taux de rendement à long terme des actifs des régimes	6,25 %	6,50 %	6,75 %	-	-	-
Taux d'augmentation des niveaux de rémunération	3,99 %	3,99 %	3,99 %	6,47 %	6,50 %	6,35 %

Les taux tendanciels hypothétiques des coûts des soins de santé de la Société s'établissent comme suit :

Exercices clos les 31 décembre	2015	2014	2013
Taux tendanciel des coûts des soins de santé pour le prochain exercice	7,41 %	7,00 %	7,31 %
Taux auquel devrait baisser le taux tendanciel des coûts (taux tendanciel ultime)	5,00 %	4,59 %	4,61 %
Exercice au cours duquel le taux atteindra le taux tendanciel ultime	2026	2024	2026

Une variation de 1 % du taux tendanciel des coûts des soins de santé au cours de la période de projection aurait les effets suivants :

	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
Incidence sur les composantes du total du coût des services et du coût financier	2 \$	(2) \$
Incidence sur les obligations au titre des autres prestations postérieures à la retraite	7 \$	(6) \$

La Société ne prévoit pas cotiser à ses régimes de retraite à prestations définies en 2016. Les régimes d'AAPE offerts par la Société sont financés en fonction des besoins.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Les paiements estimatifs des prestations pour les 10 prochains exercices sont indiqués ci-après. Ces estimations tiennent compte de l'augmentation des prestations attribuable au service continu des employés.

	Paiement des prestations définies de retraite	Paiement des autres prestations
2016	15 \$	6 \$
2017	15	7
2018	15	7
2019	15	8
2020	16	8
2021 – 2025	72	42

Les actifs des régimes de retraite à prestations définies de la Société sont présentés par catégories d'actifs de placement, et les niveaux de données dans la hiérarchie de la juste valeur s'établissent comme suit :

31 décembre	2015			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	28 \$	1 \$	-	29 \$
Revenu fixe – fonds d'obligations canadiennes	-	66	-	66
Actions – canadiennes	13	36	-	49
Actions – internationales	-	53	-	53
Placements immobiliers et autres	1	-	10	11
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	42 \$	156 \$	10 \$	208 \$

31 décembre	2014			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	34 \$	1 \$	-	35 \$
Revenu fixe – fonds d'obligations canadiennes	-	82	-	82
Actions – canadiennes	20	50	-	70
Actions – internationales	-	64	-	64
Placements immobiliers et autres	1	-	12	13
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	55 \$	197 \$	12 \$	264 \$

Les placements à revenu fixe se composent d'obligations canadiennes émises par des sociétés de premier ordre. Les placements en actions se composent à la fois de titres canadiens et internationaux. La juste valeur de ces titres s'appuie sur les cotes de courtier, les prix cotés sur les marchés et la valeur de l'actif net fournie par des gestionnaires de placements. Le poste Placements immobiliers et autres se compose principalement d'immeubles commerciaux et est évalué selon un modèle de flux de trésorerie actualisés.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Voici un résumé des variations des évaluations à la juste valeur de niveau 3 :

31 décembre	Placements immobiliers et autres	
	2015	2014
Solde au début de l'exercice	12 \$	13 \$
Achats, émissions et règlements		
Achats	-	-
Règlements	-	-
Rendement réel des actifs des régimes		
Se rapportant aux actifs vendus durant la période de présentation de l'information financière	-	-
Se rapportant aux actifs toujours détenus à la date de clôture	(2)	(1)
Transferts du niveau 3 ou vers celui-ci	-	-
Solde à la fin de l'exercice	10 \$	12 \$

Au 31 décembre 2015, les actifs des régimes de retraite de la Société étaient investis de la façon suivante : 24 % en actions de sociétés canadiennes (26 % en 2014), 26 % en actions de sociétés étrangères (24 % en 2014), 44 % en obligations (44 % en 2014) et 6 % en placements immobiliers et autres (6 % en 2014). Le taux de rendement à long terme attendu est de 6,25 %. Le taux de rendement attendu des actifs des régimes de retraite est déterminé en fonction des taux de rendement historiques et de ceux projetés pour chacune des catégories d'actifs du portefeuille de placements des régimes. Le rendement réel des actifs des régimes s'est établi à 11 M\$ (26 M\$ en 2014). La répartition des actifs est assujettie à des exigences et à des limites en matière de diversification qui réduisent les risques en limitant l'exposition à des placements en actions, à des catégories de notation de crédit et à des positions de change.

23. Évaluations de la juste valeur

En raison de leur échéance à court terme, la trésorerie et ses équivalents, les créances clients et produits à recevoir de même que les dettes fournisseurs et charges à payer ont une juste valeur qui avoisine leur valeur comptable. La juste valeur des fonds en réserve avoisine leur valeur comptable en raison de la nature de l'instrument détenu. La note 22 présente de l'information relative à la juste valeur des actifs des régimes de retraite.

Des évaluations de la juste valeur sont exécutées de manière récurrente pour les actifs et les passifs liés à la gestion des risques et les autres passifs dérivés, comme il est expliqué plus en détail à la note 24. Ces éléments sont comptabilisés à la juste valeur à l'état consolidé de la situation financière et classés dans l'un des trois niveaux de la hiérarchie de la juste valeur présentés dans les tableaux suivants. Il n'y a pas eu de transferts entre les niveaux de la hiérarchie pendant la période.

	Niveau 1 Prix cotés sur des marchés actifs	Niveau 2 Autres données observables	Niveau 3 Données non observables importantes	Total de la juste valeur	Compensation ¹⁾	Valeur comptable
31 décembre 2015						
Gestion des risques						
Actifs liés à la gestion des risques						
Courants	1 \$	356 \$	37 \$	394 \$	(27) \$	367 \$
Non courants	-	11	-	11	-	11
Passifs liés à la gestion des risques						
Courants	-	31	12	43	(27)	16
Non courants	-	-	9	9	-	9
Autres passifs dérivés						
Courants, comptabilisés dans les dettes fournisseurs et charges à payer	- \$	6 \$	- \$	6 \$	- \$	6 \$
Non courants, comptabilisés dans les autres passifs et provisions	-	23	-	23	-	23

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

31 décembre 2014	Niveau 1 Prix cotés sur des marchés actifs	Niveau 2 Autres données observables	Niveau 3 Données non observables importantes	Total de la juste valeur	Compensation ¹⁾	Valeur comptable
Gestion des risques						
Actifs liés à la gestion des risques						
Courants	- \$	718 \$	- \$	718 \$	(11) \$	707 \$
Non courants	-	67	-	67	(2)	65
Passifs liés à la gestion des risques						
Courants	6	14	11	31	(11)	20
Non courants	-	2	7	9	(2)	7

¹⁾ Compensation visant des actifs et passifs dérivés lorsqu'il existe un droit juridique de compensation et que l'entité entend opérer compensation ou lorsque l'accord général de compensation conclu avec la contrepartie renferme des dispositions stipulant un règlement net.

Les actifs et passifs liés à la gestion des risques de niveau 1 et de niveau 2 de la Société comprennent des contrats à prix fixe sur marchandises, des options tripartites à la NYMEX, des tunnels à prime zéro à la NYMEX et des swaps de référence échéant jusqu'en 2018. Ceux de niveau 2 comprennent en outre les autres passifs dérivés dont il est question à la note 24. La juste valeur de ces contrats est établie en fonction d'une approche par le marché et est estimée au moyen de données qui sont directement ou indirectement observables à la date de clôture, comme les cotes boursières ou d'autres cours publiés, les cotes de courtier et les activités de négociation observables.

Évaluations de la juste valeur de niveau 3

Au 31 décembre 2015, les actifs et passifs liés à la gestion des risques de niveau 3 de la Société se composent de contrats d'achat d'électricité échéant jusqu'en 2017 et d'options tripartites sur le WTI échéant jusqu'en 2016. La juste valeur de ces contrats s'appuie sur une approche par le résultat et est modélisée en interne au moyen de données observables et de données non observables, comme les prix à terme de l'électricité sur des marchés moins actifs. Les options tripartites sur le WTI se composent d'une option d'achat vendue, d'une option de vente achetée et d'une option de vente vendue. Ces contrats permettent à la Société de tirer parti de toute majoration des prix des marchandises jusqu'à concurrence du plafond stipulé dans l'option d'achat, et les deux options de vente qu'ils comportent lui assurent une certaine protection advenant un recul des prix. La juste valeur des options tripartites sur le WTI est établie en fonction d'une approche par le résultat et est modélisée au moyen de données observables et de données non observables, telle la volatilité implicite. Les données non observables sont, autant que possible, obtenues auprès de tiers et sont examinées par la Société afin d'en vérifier le caractère raisonnable.

Les variations des montants liés aux actifs et passifs liés à la gestion des risques sont constatées dans les produits des activités ordinaires ainsi que dans les frais de transport et de traitement, selon leur objet.

Les changements apportés aux évaluations de la juste valeur de niveau 3 sont résumés ci-après.

	Gestion des risques	
	2015	2014
Solde au début de l'exercice	(18) \$	(7) \$
Total des profits (pertes)	18	(19)
Achats, émissions et règlements		
Achats	-	-
Règlements	16	8
Transferts entrants et sortants de niveau 3	-	-
Solde à la fin de l'exercice	16 \$	(18) \$
Variation des profits (pertes) latent(e)s se rapportant aux actifs et passifs détenus à la fin de l'exercice	24 \$	(13) \$

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

De l'information quantitative au sujet des données non observables utilisées pour les évaluations de la juste valeur de niveau 3 est présentée dans le tableau suivant :

31 décembre	Technique d'évaluation	Données non observables	2015	2014
Gestion des risques – Contrats d'achat d'électricité	Flux de trésorerie actualisés	Prix à terme (\$/mégawattheure)	34,50 \$ - 40,25 \$	40,70 \$ - 48,50 \$
Gestion des risques – Options tripartites sur le WTI	Modèle des options	Volatilité implicite	33 % - 64 %	-

Une augmentation ou une diminution de 10 % des prix à terme estimés de l'électricité entraînerait une hausse ou une baisse correspondante de 4 M\$ (5 M\$ en 2014) des actifs et passifs nets liés à la gestion des risques. Une augmentation ou une diminution de 10 % de la volatilité implicite des options tripartites sur le WTI entraînerait une hausse ou une baisse correspondante de 2 M\$ (néant en 2014) des actifs et passifs nets liés à la gestion des risques.

24. Instruments financiers et gestion des risques

A) INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs et passifs financiers d'Encana comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les créances clients et produits à recevoir, les fonds en réserve, les dettes fournisseurs et charges à payer, les actifs et passifs liés à la gestion des risques, les autres passifs et provisions ainsi que la dette à long terme.

B) ACTIFS ET PASSIFS LIÉS À LA GESTION DES RISQUES

Les actifs et passifs liés à la gestion des risques découlent de l'utilisation d'instruments financiers dérivés et sont évalués à la juste valeur. Il y a lieu de se reporter à l'analyse des évaluations de la juste valeur présentée à la note 23.

POSITIONS DE GESTION DES RISQUES NON DÉNOUÉES

31 décembre	2015	2014
Actifs liés à la gestion des risques		
Courants	367 \$	707 \$
Non courants	11	65
	378	772
Passifs liés à la gestion des risques		
Courants	16	20
Non courants	9	7
	25	27
Autres passifs dérivés		
Courants, comptabilisés dans les dettes fournisseurs et charges à payer	6	-
Non courants, comptabilisés dans les autres passifs et provisions	23	-
Actifs nets liés à la gestion des risques et autres passifs dérivés	324 \$	745 \$

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

SOMMAIRE DES POSITIONS DE GESTION DES RISQUES NON DÉNOUÉES

31 décembre	2015			2014		
	Gestion des risques			Gestion des risques		
	Actifs	Passifs	Montant net	Actifs	Passifs	Montant net
Prix des marchandises						
Gaz naturel	53 \$	4 \$	49 \$	609 \$	5 \$	604 \$
Pétrole brut	325	-	325	163	4	159
Électricité et autres contrats d'instruments dérivés	-	50	(50)	-	18	(18)
Total de la juste valeur	378 \$	54 \$	324 \$	772 \$	27 \$	745 \$

POSITIONS SUR LES PRIX DES MARCHANDISES AU 31 DÉCEMBRE 2015

	Volumes notionnels	Échéance	Prix moyen	Juste valeur
Contrats de gaz naturel				
Contrats à prix fixe				
Prix fixe à la NYMEX	370 Mpi ³ /j	2016	2,82 \$ US/kpi ³	43 \$
Options tripartites à la NYMEX	25 Mpi ³ /j	2016		5
Prix de l'option d'achat vendue			3,43 \$ US/kpi ³	
Prix de l'option de vente achetée			3,21 \$ US/kpi ³	
Prix de l'option de vente vendue			2,72 \$ US/kpi ³	
Tunnels à prime zéro à la NYMEX	335 Mpi ³ /j	2016		(15)
Prix de l'option d'achat vendue			2,46 \$ US/kpi ³	
Prix de l'option de vente achetée			2,22 \$ US/kpi ³	
Contrats de référence ¹⁾		2016-2018		15
Autres positions financières				1
Juste valeur des positions sur le gaz naturel				49
Contrats sur le pétrole brut				
Contrats à prix fixe				
Prix fixe du WTI	49,0 kb/j	2016	58,51 \$ US/b	303
Options tripartites à la NYMEX	18,3 kb/j	2016		37
Prix de l'option d'achat vendue			63,03 \$ US/b	
Prix de l'option de vente achetée			55,00 \$ US/b	
Prix de l'option de vente vendue			47,24 \$ US/b	
Contrats de référence ²⁾		2016-2017		(15)
Juste valeur des positions sur le pétrole brut				325
Contrats d'achat d'électricité et autres contrats d'instruments dérivés				
Juste valeur des positions				(50)
Total de la juste valeur				324 \$

¹⁾ Encana a conclu des swaps pour se protéger contre l'augmentation des écarts de prix du gaz naturel entre les prix de référence et les prix de vente régionaux. Les prix de ces swaps de référence sont établis à partir d'écarts exprimés en pourcentage des prix à la NYMEX.

²⁾ Encana a conclu des swaps afin de se prémunir contre l'élargissement des écarts du pétrole de Midland par rapport au WTI. Les prix de ces swaps de référence sont établis à partir des écarts de prix fixes.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

INCIDENCE SUR LE RÉSULTAT DES PROFITS (PERTES) RÉALISÉ(E)S ET LATENT(E)S SUR LES POSITIONS DE GESTION DES RISQUES

Exercices clos les 31 décembre	Profits (pertes) réalisé(e)s		
	2015	2014	2013
Produits des activités ordinaires, déduction faite des redevances	917 \$	(84) \$	544 \$
Transport et traitement	(16)	(7)	-
Profit (perte) sur la gestion des risques	901 \$	(91) \$	544 \$

Exercices clos les 31 décembre	Profits (pertes) latent(e)s		
	2015	2014	2013
Produits des activités ordinaires, déduction faite des redevances	(325) \$	456 \$	(347) \$
Transport et traitement	(6)	(12)	2
Profit (perte) sur la gestion des risques	(331) \$	444 \$	(345) \$

RAPPROCHEMENT DES POSITIONS DE GESTION DES RISQUES NON DÉNOUÉES ENTRE LE 1^{ER} JANVIER ET LE 31 DÉCEMBRE

	2015		2014	2013
	Juste valeur	Total des profits (pertes) latent(e)s	Total des profits (pertes) latent(e)s	Total des profits (pertes) latent(e)s
Juste valeur des contrats au début de l'exercice	745 \$			
Variation de la juste valeur des contrats existants au début de l'exercice et des contrats conclus durant l'exercice	570	570 \$	353 \$	199 \$
Écart de conversion sur certains contrats en dollars canadiens	2			
Règlement des contrats sur le pétrole brut d'Athlon à partir du regroupement d'entreprises	(63)			
Juste valeur des autres contrats d'instruments dérivés conclus durant l'exercice	(29)			
Juste valeur des contrats dénoués durant l'exercice	(901)	(901)	91	(544)
Juste valeur des contrats à la fin de l'exercice	324 \$	(331) \$	444 \$	(345) \$

C) RISQUES ASSOCIÉS AUX ACTIFS FINANCIERS ET AUX PASSIFS FINANCIERS

La Société est exposée à des risques financiers, dont le risque de marché (notamment en ce qui concerne les prix des marchandises ainsi que les taux de change et d'intérêt), le risque de crédit et le risque de liquidité. Ses flux de trésorerie futurs pourraient fluctuer en raison des variations des prix du marché et de l'exposition aux risques de crédit et de liquidité.

RISQUE LIÉ AUX PRIX DES MARCHANDISES

Le risque lié aux prix des marchandises découle de l'incidence que les fluctuations des prix futurs des marchandises pourraient avoir sur ses flux de trésorerie futurs. Afin d'atténuer son exposition au risque lié aux prix des marchandises, la Société a conclu divers contrats d'instruments financiers dérivés. Le recours à ces instruments dérivés est régi par des politiques officielles et est assujéti aux limites fixées par le conseil. La Société a pour politique de ne pas utiliser des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

Gaz naturel – Afin d'atténuer le risque lié aux prix du gaz naturel, la Société conclut des contrats, tels des contrats à prix fixe et des options fondés sur les prix à la NYMEX ainsi que des tunnels à prime zéro. Elle conclut également des swaps de référence afin de se protéger contre l'élargissement des écarts de prix entre diverses zones de production et divers points de vente.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

Pétrole brut – Afin d'atténuer le risque lié aux prix du pétrole brut, la Société conclut des contrats, tels des contrats à prix fixe et des options fondés sur les prix du WTI. Elle conclut également des swaps de référence afin de se protéger contre l'élargissement des écarts entre les prix des diverses régions de production et ceux de ses divers points de vente.

Électricité – La Société a conclu des contrats d'instruments dérivés libellés en dollars canadiens afin de gérer les coûts de sa consommation d'électricité.

Le tableau qui suit donne un aperçu de la sensibilité de la juste valeur des positions de gestion des risques de la Société aux variations des prix des marchandises, lorsque toutes les autres variables demeurent constantes. La Société a employé une variabilité de 10 % pour évaluer l'incidence potentielle des variations des prix des marchandises. Au 31 décembre, les variations des prix des marchandises auraient pu entraîner des profits (pertes) latent(e)s susceptibles d'influer sur le résultat net avant impôt comme suit :

	2015		2014	
	Hausse des prix de 10 %	Baisse des prix de 10 %	Hausse des prix de 10 %	Baisse des prix de 10 %
Prix du gaz naturel	(57) \$	56 \$	(105) \$	105 \$
Prix du pétrole brut	(83)	81	(22)	22
Prix de l'électricité	4	(4)	5	(5)

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit représente le risque que la contrepartie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations contractuelles et amène de ce fait la Société à subir une perte. Pour atténuer le risque de crédit, le portefeuille des créances de la Société est régi par des politiques de crédit approuvées par le conseil, y compris des pratiques en matière de crédit permettant de limiter les opérations selon la cote de solvabilité des contreparties. Les stratégies de réduction des risques peuvent comprendre les accords généraux de compensation, l'obtention de garanties ou des opérations sur des dérivés de crédit. La Société exécute des opérations sur des instruments financiers dérivés sur marchandises dans le cadre d'accords généraux de compensation prévoyant la compensation des dettes fournisseurs et des créances. Au 31 décembre 2015, aucun dérivé de crédit important n'avait été établi, et la Société n'affichait aucun solde au titre des garanties fournies ou reçues.

Au 31 décembre 2015, les équivalents de trésorerie comprenaient des titres à court terme de grande qualité, placés principalement auprès d'institutions financières et de sociétés ayant une cote de solvabilité élevée. Tous les contrats de change sont conclus avec d'importantes institutions financières au Canada et aux États-Unis ou avec des contreparties ayant une cote de solvabilité de premier ordre.

Une part substantielle des créances clients de la Société se compose de créances du secteur du pétrole et du gaz naturel et est exposée aux risques de crédit normaux du secteur. Au 31 décembre 2015, environ 95 % (94 % en 2014) de l'exposition au risque de crédit associé aux créances clients et aux instruments financiers dérivés d'Encana découlait de contreparties ayant une cote de solvabilité de qualité supérieure.

Au 31 décembre 2015, Encana avait conclu des contrats avec deux contreparties (trois contreparties en 2014) dont la position de règlement nette, prise individuellement, représentait plus de 10 % de la juste valeur des contrats de gestion des risques nets qui se trouvaient dans le cours. Au 31 décembre 2015, ces contreparties comptaient pour 13 % et 11 % (16 %, 16 % et 15 % en 2014) de la juste valeur des contrats de gestion des risques nets qui se trouvaient dans le cours.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, Encana a conclu, par suite de cessions d'actifs, des ententes aux termes desquelles elle pourrait devoir acquitter certaines obligations de paiement relativement aux volumes visés par des engagements d'achat ferme repris par l'acheteur. Les circonstances dans lesquelles Encana devrait acquitter ces obligations comprennent notamment les cas où l'acheteur omettrait de verser des paiements à la contrepartie et les cas où l'acheteur serait trouvé insolvable. La durée restant à courir des ententes va de cinq à neuf ans, et leur juste valeur était de 29 M\$ au 31 décembre 2015. Le montant maximal éventuel non actualisé des paiements futurs se chiffrait à 472 M\$ au 31 décembre 2015, et son versement est jugé improbable.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité découle de la possibilité que la Société éprouve des difficultés à dégager les fonds nécessaires pour faire face à ses engagements liés à des passifs financiers lorsqu'ils sont exigibles. La Société gère son risque de liquidité au moyen de programmes de gestion de la trésorerie et de la dette.

La Société a accès à des équivalents de trésorerie et diverses solutions de financement à des taux concurrentiels par l'intermédiaire des facilités de crédit bancaire renouvelables consenties et des marchés des capitaux d'emprunt et des capitaux propres. Au 31 décembre 2015, la Société avait à sa disposition des facilités de crédit bancaire renouvelables consenties totalisant 4,5 G\$, facilités composées d'une facilité de crédit bancaire renouvelable de 3,0 G\$ destinée à Encana et d'une facilité de crédit bancaire renouvelable de 1,5 G\$ destinée à une filiale américaine, aucun montant n'ayant encore été prélevé sur cette dernière. Des prélèvements de 210 M\$ au TIOL avaient été effectués sur la facilité de crédit bancaire renouvelable de 3,0 G\$, des effets de trésorerie de 440 M\$ y étaient adossés en vertu du programme d'effets de trésorerie américains, et un montant de 2 350 M\$ était toujours disponible. Les facilités sont disponibles jusqu'en juillet 2020.

En outre, un maximum de 4,9 G\$, ou l'équivalent en monnaies étrangères, était toujours inutilisé aux termes du prospectus préalable déposé par Encana autorisant cette dernière à émettre des titres d'emprunt ou de capitaux propres, ou les deux, au Canada ou aux États-Unis, ou dans ces deux pays, sous réserve des conditions du marché, comme l'explique la note 13. La période de validité de ce prospectus préalable expire en juillet 2016.

La Société est d'avis que si elle y a recours, ces facilités et ce prospectus seront suffisants pour répondre à ses besoins prévisibles en matière de financement.

La Société réduit son risque de liquidité en gérant sa structure financière. La structure du capital de la Société se compose des capitaux propres et de la dette à long terme, y compris la partie courante. Par sa gestion de la structure du capital, la Société vise divers objectifs, notamment maintenir la souplesse financière nécessaire pour préserver son accès aux marchés financiers ainsi que sa capacité de s'acquitter de ses obligations financières, de financer sa croissance interne et de réaliser des acquisitions potentielles. Dans le cadre de la gestion de la structure de son capital, la Société peut modifier ses dépenses d'investissement et les dividendes versés aux actionnaires, émettre de nouvelles actions, émettre de nouveaux titres d'emprunt ou rembourser la dette existante.

Le tableau qui suit présente l'échéancier des sorties de trésorerie attendues et liées aux passifs financiers.

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 4 ans à 5 ans	De 6 ans à 9 ans	Par la suite	Total
Dettes fournisseurs et charges à payer	1 311 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 311 \$
Passifs liés à la gestion des risques	16	9	-	-	-	25
Dette à long terme ¹⁾	306	611	1 701	1 587	6 151	10 356
Autres passifs et provisions	-	17	2	-	4	23

¹⁾ Capital et intérêts.

Au 31 décembre 2015, les obligations de 10 356 M\$ d'Encana au titre de sa dette à long terme comprennent des obligations de remboursement de capital de 650 M\$ liées aux effets de trésorerie américains et aux prélèvements au TIOL, qui sont pleinement étayés par les facilités de crédit ne comportant aucune exigence de remboursement dans l'exercice à venir et qui, de l'avis de la direction, devraient continuer de l'être. Les facilités de crédit sont entièrement renouvelables pour une période pouvant atteindre cinq ans. Compte tenu de leurs dates d'échéance actuelles, les montants ont été inclus dans les sorties de trésorerie attendues dans la période de 4 à 5 ans. La note 13 renferme plus d'informations sur la dette à long terme.

RISQUE DE CHANGE

Le risque de change découle des fluctuations des taux de change qui peuvent avoir une incidence sur la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs des actifs financiers ou des passifs financiers de la Société. Comme Encana exerce ses activités principalement en Amérique du Nord, les fluctuations du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien peuvent avoir une incidence importante sur les résultats qu'elle présente. Ses résultats financiers sont consolidés en dollars canadiens. Toutefois, afin de faciliter la comparaison avec d'autres

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

sociétés pétrolières et gazières nord-américaines et puisque la plupart de ses produits sont étroitement liés au dollar américain, la Société présente ses résultats en dollars américains. Comme les résultats de la Société tiennent compte de l'incidence des fluctuations des taux de change, l'incidence globale des fluctuations des taux de change ne peut être établie de façon distincte.

Au 31 décembre 2015, la dette d'Encana libellée en dollars américains et émise depuis le Canada qui était exposée au risque de change s'établissait à 5,4 G\$. Au 31 décembre 2014, la dette d'Encana exposée au risque de change se chiffrait à 6,7 G\$ et celle qui n'était pas exposée à ce risque était de 0,6 G\$. Pour atténuer son exposition aux fluctuations du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien, Encana peut conclure des dérivés de change. Aucun dérivé de change n'était en cours au 31 décembre 2015.

Le profit ou la perte de change d'Encana comprend principalement les profits et pertes de change résultant de la conversion et du règlement de la dette libellée en dollars américains et émise depuis le Canada, les profits et pertes de change latents résultant de la conversion des actifs et passifs liés à la gestion des risques libellés en dollars américains et détenus au Canada, les profits et pertes de change résultant de la conversion et du règlement des soldes intersociétés libellés en monnaies étrangères ainsi que les profits et pertes de change sur la trésorerie et les placements à court terme libellés en dollars américains et détenus au Canada. Au 31 décembre 2015, une fluctuation de 0,01 \$ du taux de change entre les deux monnaies aurait entraîné une variation du profit ou de la perte de change de 39 M\$ (61 M\$ en 2014; 48 M\$ en 2013).

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt découle des variations des taux d'intérêt du marché qui peuvent avoir une incidence sur la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs des actifs ou des passifs financiers de la Société. La Société atténue son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt en détenant un portefeuille d'emprunts à taux fixe et à taux variable et peut aussi conclure des dérivés sur taux d'intérêt pour atténuer partiellement les effets des fluctuations des taux d'intérêt du marché. Aucun dérivé sur taux d'intérêt n'était en cours au 31 décembre 2015.

Au 31 décembre 2015, la dette à taux variable de la Société se chiffrait à 650 M\$ (1 277 M\$ en 2014). Par conséquent, la sensibilité du résultat net à une variation de 1 % des taux d'intérêt sur la dette à taux variable était de 5 M\$ (10 M\$ en 2014; néant en 2013).

25. Renseignements supplémentaires

A) VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS HORS TRÉSORERIE DU FONDS DE ROULEMENT

Exercices clos les 31 décembre	2015	2014	2013
Activités d'exploitation			
Créances clients et produits à recevoir	314 \$	(411) \$	(75) \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	(14)	188	(81)
Impôt sur le résultat à payer et à recouvrer	(38)	214	(23)
	262 \$	(9) \$	(179) \$

B) RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices clos les 31 décembre	2015	2014	2013
Intérêts versés	602 \$	648 \$	575 \$
Impôt sur le résultat versé, déduction faite des montants (recouvrés)	(105) \$	43 \$	(186) \$

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

26. Engagements et éventualités

ENGAGEMENTS

Le tableau qui suit indique les engagements de la Société au 31 décembre 2015.

(montants non actualisés)	Paiements futurs prévus						Total
	2016	2017	2018	2019	2020	Par la suite	
Transport et traitement	693 \$	679 \$	685 \$	588 \$	491 \$	2 507 \$	5 643 \$
Forage et services aux champs	164	106	59	29	17	1	376
Contrats de location simple	30	24	23	11	3	19	110
Total	887 \$	809 \$	767 \$	628 \$	511 \$	2 527 \$	6 129 \$

Les engagements de transport et de traitement figurant dans le tableau ci-dessus comprennent certains engagements associés aux ententes visant des services du secteur intermédiaire qui ont été conclues avec VMLP, tel qu'il est décrit à la note 19. Les transactions de sortie d'actifs peuvent réduire certains engagements indiqués ci-dessus.

ÉVENTUALITÉS

Encana est partie à diverses poursuites et actions en justice intentées dans le cours de ses activités. Même si le résultat de ces réclamations ne peut être établi avec certitude, la Société ne s'attend pas à ce que ces questions nuisent considérablement à sa situation financière, à ses flux de trésorerie ou à ses résultats d'exploitation. Une issue défavorable pourrait avoir une incidence négative importante sur le résultat net consolidé de la Société pour la période durant laquelle survient l'issue défavorable. Les charges à payer en raison de litiges et de poursuites sont constatées si la Société juge que la perte est probable et que le montant peut être estimé raisonnablement. La Société estime avoir constitué une provision suffisante à cet égard.

27. Informations supplémentaires sur le pétrole et le gaz (non auditées)

MESURE STANDARDISÉE DE LA VALEUR ACTUALISÉE DES FLUX DE TRÉSORERIE NETS FUTURS ET VARIATIONS DE CETTE MESURE

Pour le calcul de la mesure standardisée de la valeur actualisée de ses flux de trésorerie nets futurs, Encana a déterminé le montant de ses entrées de trésorerie en appliquant des hypothèses de prix et de coûts constants à la production annuelle future qu'elle prévoit tirer de ses réserves prouvées. Les coûts de production et de mise en valeur futurs supposent le maintien des conditions économiques, d'exploitation et de réglementation existantes. Le montant de l'impôt sur le résultat futur est calculé en appliquant les taux d'impôt établis par la loi à ses flux de trésorerie avant impôt futurs, après avoir tenu compte de la charge fiscale associée à ses biens pétroliers et gaziers conformément aux lois et aux règlements en vigueur. L'écart d'actualisation a été calculé en appliquant un facteur d'actualisation de 10 % aux flux de trésorerie nets futurs. La mesure standardisée de la valeur actualisée des flux de trésorerie nets futurs est établie en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie nets futurs déterminée par les évaluateurs de réserves qualifiés indépendants d'Encana à l'égard des réserves qu'ils ont respectivement évaluées, valeur qui a été ajustée dans la mesure prévue par les ententes contractuelles, comme les activités de gestion des risques liés aux prix, en vigueur à la fin de l'exercice et pour tenir compte des obligations de mise hors service d'immobilisations et de l'impôt futur de la Société.

Encana signale que la valeur actualisée des flux de trésorerie nets futurs associés aux réserves prouvées de pétrole et de gaz ne correspond ni à la juste valeur marchande des biens pétroliers et gaziers d'Encana, ni aux flux de trésorerie nets futurs qu'elle prévoit en tirer. La valeur actualisée des flux de trésorerie nets futurs ne comprend pas la juste valeur marchande de terrains faisant l'objet de travaux de prospection ni de réserves probables ou possibles de pétrole ou de gaz, et ne tient pas compte de l'effet de la variation future prévue des prix du pétrole et du gaz naturel, des coûts de mise en valeur, de mise hors service d'immobilisations ou de production, ni de modifications possibles à la réglementation fiscale et à la réglementation régissant les redevances. Le taux d'actualisation prescrit de 10 % pourrait ne pas refléter les taux d'intérêt futurs réels.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

RÉSERVES PROUVÉES NETTES^{1), 2)} (PRIX MOYENS DES 12 DERNIERS MOIS; APRÈS REDEVANCES)

	Gaz naturel (Gpi ³)			Pétrole (Mb)			LGN (Mb)		
	Canada	États-Unis	Total	Canada	États-Unis	Total	Canada	États-Unis	Total
2013									
Au début de l'exercice	4 550	4 242	8 792	13,0	46,0	59,0	88,6	62,4	151,0
Révisions et récupération améliorée ³⁾	(256)	(362)	(618)	2,6	(1,2)	1,4	(9,6)	(16,1)	(25,7)
Extensions et découvertes	499	482	981	11,5	14,3	25,8	16,7	13,3	30,0
Achat de réserves en place	-	7	7	-	0,5	0,5	-	0,1	0,1
Vente de réserves en place	(295)	(1)	(296)	-	-	-	(1,5)	(0,1)	(1,6)
Production	(523)	(491)	(1 014)	(4,3)	(5,1)	(9,4)	(6,8)	(3,5)	(10,3)
À la fin de l'exercice	3 975	3 877	7 852	22,8	54,5	77,3	87,4	56,1	143,5
Mises en valeur	2 744	2 619	5 363	16,5	31,1	47,6	44,6	24,1	68,7
Non mises en valeur	1 231	1 258	2 489	6,3	23,4	29,7	42,8	32,0	74,8
Total	3 975	3 877	7 852	22,8	54,5	77,3	87,4	56,1	143,5
2014									
Au début de l'exercice	3 975	3 877	7 852	22,8	54,5	77,3	87,4	56,1	143,5
Révisions et récupération améliorée ⁴⁾	250	(511)	(261)	(5,0)	(2,7)	(7,7)	10,9	(2,6)	8,3
Extensions et découvertes	385	493	879	4,7	21,4	26,1	22,3	8,8	31,1
Achat de réserves en place	6	234	240	-	148,2	148,2	0,1	52,9	53,0
Vente de réserves en place	(885)	(1 473)	(2 358)	(6,6)	(14,2)	(20,8)	(45,5)	(20,0)	(65,4)
Production	(503)	(355)	(858)	(5,0)	(13,1)	(18,0)	(8,6)	(5,0)	(13,6)
À la fin de l'exercice	3 229	2 265	5 494	10,9	194,1	205,0	66,6	90,2	156,7
Mises en valeur	2 282	1 606	3 887	8,2	112,3	120,5	31,6	53,4	85,0
Non mises en valeur	947	660	1 607	2,8	81,8	84,5	34,9	36,8	71,7
Total	3 229	2 265	5 494	10,9	194,1	205,0	66,6	90,2	156,7
2015									
Au début de l'exercice	3 229	2 265	5 494	10,9	194,1	205,0	66,6	90,2	156,7
Révisions et récupération améliorée ⁵⁾	(801)	(342)	(1 144)	(0,9)	(73,6)	(74,6)	(14,8)	(41,1)	(55,9)
Extensions et découvertes	313	159	472	-	68,4	68,4	19,8	24,9	44,7
Achat de réserves en place	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente de réserves en place	(434)	(728)	(1 163)	(1,6)	(1,2)	(2,8)	(0,4)	(3,6)	(4,0)
Production	(354)	(241)	(596)	(2,0)	(29,7)	(31,8)	(8,3)	(8,6)	(16,9)
À la fin de l'exercice	1 952	1 112	3 064	6,4	157,9	164,3	62,8	61,7	124,5
Mises en valeur	1 295	928	2 223	5,0	91,6	96,6	31,8	37,8	69,5
Non mises en valeur	657	184	841	1,3	66,3	67,7	31,0	24,0	55,0
Total	1 952	1 112	3 064	6,4	157,9	164,3	62,8	61,7	124,5

* Les chiffres étant arrondis, leur somme ne correspond pas nécessairement au total.

Notes :

¹⁾ Définitions :

- Le terme « réserves nettes » désigne les réserves restantes d'Encana, après déduction des redevances estimatives, mais y compris les droits de redevance.
- Le terme « réserves de pétrole et de gaz prouvées » désigne les quantités de pétrole et de gaz qu'on estime avec une certitude raisonnable, d'après l'analyse des données d'ingénierie et géoscientifiques, pouvoir exploiter de façon rentable à compter d'une date donnée et pouvoir récupérer à partir de réservoirs connus, selon les conditions économiques existantes, selon les méthodes d'exploitation en usage et en fonction de la réglementation gouvernementale en vigueur.
- Le terme « réserves de pétrole et de gaz mises en valeur » désigne les réserves d'une catégorie quelconque qu'on prévoit récupérer grâce à des puits existants avec le matériel existant et les méthodes d'exploitation en usage ou dont le coût du matériel nécessaire est relativement minime par rapport au coût d'un nouveau puits.
- Le terme « réserves de pétrole et de gaz non mises en valeur » désigne les réserves d'une catégorie quelconque qu'on prévoit récupérer grâce à de nouveaux puits dans des terrains n'ayant pas encore fait l'objet de forages ou grâce à des puits existants dont la remise en production nécessite des dépenses relativement considérables.

²⁾ Encana ne dépose pas d'estimations des réserves prouvées nettes totales de gaz naturel, de pétrole et de LGN auprès des autorités fédérales ou des organismes fédéraux des États-Unis, mis à part la Securities and Exchange Commission.

³⁾ En 2013, l'élément Révisions et récupération améliorée tient compte, dans le cas du gaz naturel, d'une réduction de 2 872 Gpi³ par suite de la diminution des réserves prouvées non mises en valeur qui ont été enregistrées, ce qui a été atténué par des ajouts de 2 233 Gpi³ en raison d'une forte progression de la moyenne des prix du gaz naturel des 12 derniers mois et de légères révisions à la hausse.

⁴⁾ En 2014, l'élément Révisions et récupération améliorée tient compte, dans le cas du gaz naturel, d'une réduction de 520 Gpi³ par suite de changements apportés aux réserves prouvées non mises en valeur qui ont été enregistrées aux États-Unis.

⁵⁾ En 2015, l'élément Révisions et récupération améliorée tient compte, dans le cas du gaz naturel, d'une réduction de 1 106 Gpi³ par suite de la baisse considérable du prix moyen du gaz naturel sur douze mois et, dans le cas du pétrole et des LGN, d'une réduction de 59,9 Mb et de 52,6 Mb, respectivement, par suite de la baisse considérable des prix moyens du pétrole et des LGN sur douze mois.

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

PRIX MOYENS DES 12 DERNIERS MOIS

Les prix de référence suivants ont été utilisés pour établir les réserves et les produits des activités ordinaires nets futurs.

	Gaz naturel		Pétrole et LGN	
	Henry Hub (\$/MBtu)	AECO (\$ CA/MBtu)	WTI (\$/b)	Pétrole léger sulfuré d'Edmonton (\$ CA/b)
Prix des réserves¹⁾				
2013	3,67	3,14	96,94	93,44
2014	4,34	4,63	94,99	96,40
2015	2,58	2,69	50,28	58,82

¹⁾ Tous les prix ont été maintenus constants pour tous les exercices ultérieurs aux fins de l'estimation des produits nets et des réserves.

MESURE STANDARDISÉE DE LA VALEUR ACTUALISÉE DES FLUX DE TRÉSORERIE NETS FUTURS ASSOCIÉS AUX RÉSERVES PROUVÉES DE PÉTROLE ET DE GAZ

	Canada			États-Unis		
	2015	2014	2013	2015	2014	2013
Entrées de trésorerie futures	6 284	19 255	19 039	9 462	26 742	17 217
Moins :						
Coûts de production futurs	3 800	7 456	7 377	3 959	6 673	4 484
Coûts de mise en valeur futurs	1 725	3 276	4 515	3 092	4 087	3 982
Impôt sur le résultat	-	1 727	652	-	2 886	1 615
Flux de trésorerie nets futurs	759	6 796	6 495	2 411	13 096	7 136
Moins une actualisation annuelle de 10 % visant à tenir compte du calendrier estimé des flux de trésorerie	122	2 320	1 836	984	6 015	2 978
Flux de trésorerie nets futurs actualisés	637	4 476	4 659	1 427	7 081	4 158

	Total		
	2015	2014	2013
Entrées de trésorerie futures	15 746	45 997	36 256
Moins :			
Coûts de production futurs	7 759	14 129	11 861
Coûts de mise en valeur futurs	4 817	7 363	8 497
Impôt sur le résultat	-	4 613	2 267
Flux de trésorerie nets futurs	3 170	19 892	13 631
Moins une actualisation annuelle de 10 % visant à tenir compte du calendrier estimé des flux de trésorerie	1 106	8 335	4 814
Flux de trésorerie nets futurs actualisés	2 064	11 557	8 817

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

VARIATIONS DE LA MESURE STANDARDISÉE DE LA VALEUR ACTUALISÉE DES FLUX DE TRÉSORERIE NETS FUTURS ASSOCIÉS AUX RÉSERVES PROUVÉES DE PÉTROLE ET DE GAZ

	Canada			États-Unis		
	2015	2014	2013	2015	2014	2013
Solde au début de l'exercice	4 476	4 659	3 002	7 081	4 158	3 015
Variations résultant des éléments suivants						
Ventes de pétrole et de gaz produits pendant l'exercice	(969)	(2 120)	(1 649)	(1 250)	(1 746)	(1 490)
Découvertes et extensions, déduction faite des coûts connexes	109	827	725	504	1 429	633
Achat de réserves prouvées en place	-	9	-	-	3 052	16
Vente et transfert de réserves prouvées en place	(674)	(1 320)	(304)	(1 604)	(1 902)	(2)
Variation nette des prix et des coûts de production	(3 094)	1 777	2 703	(3 266)	2 567	1 891
Révision des quantités estimées	(1 355)	314	(178)	(2 183)	(616)	(324)
Augmentation due à la désactualisation	565	515	311	834	503	333
Coûts de mise en valeur engagés estimés antérieurement, déduction faite de la variation des coûts de mise en valeur futurs	435	532	417	263	(3)	708
Autres	(32)	(36)	14	(210)	24	(68)
Variation nette de l'impôt sur le résultat	1 176	(681)	(382)	1 258	(385)	(554)
Solde à la fin de l'exercice	637	4 476	4 659	1 427	7 081	4 158

	Total		
	2015	2014	2013
Solde au début de l'exercice	11 557	8 817	6 017
Variations résultant des éléments suivants :			
Ventes de pétrole et de gaz produits pendant l'exercice	(2 219)	(3 866)	(3 139)
Découvertes et extensions, déduction faite des coûts connexes	613	2 256	1 358
Achat de réserves prouvées en place	-	3 061	16
Vente et transfert de réserves prouvées en place	(2 278)	(3 222)	(306)
Variation nette des prix et des coûts de production	(6 360)	4 344	4 594
Révision des quantités estimées	(3 538)	(302)	(502)
Augmentation due à la désactualisation	1 399	1 018	644
Coûts de mise en valeur engagés estimés antérieurement, déduction faite de la variation des coûts de mise en valeur futurs	698	529	1 125
Autres	(242)	(12)	(54)
Variation nette de l'impôt sur le résultat	2 434	(1 066)	(936)
Solde à la fin de l'exercice	2 064	11 557	8 817

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Canada			États-Unis		
	2015	2014	2013	2015	2014	2013
Produits tirés du pétrole et du gaz, déduction faite des redevances et des frais de transport et de traitement	1 168	2 475	2 068	1 911	2 244	2 041
Moins :						
Charges d'exploitation, taxes à la production, impôts miniers et autres taxes et charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	199	355	419	661	498	551
Dotation aux amortissements et à l'épuisement	305	625	601	1 088	992	818
Pertes de valeur	-	-	-	6 473	-	-
Résultat d'exploitation	664	1 495	1 048	(6 311)	754	672
Impôt sur le résultat	179	376	264	(2 285)	273	243
Résultats d'exploitation	485	1 119	784	(4 026)	481	429

	Total		
	2015	2014	2013
Produits tirés du pétrole et du gaz, déduction faite des redevances et des frais de transport et de traitement	3 079	4 719	4 109
Moins :			
Charges d'exploitation, taxes à la production, impôts miniers et autres taxes et charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	860	853	970
Dotation aux amortissements et à l'épuisement	1 393	1 617	1 419
Pertes de valeur	6 473	-	-
Résultat d'exploitation	(5 647)	2 249	1 720
Impôt sur le résultat	(2 106)	649	507
Résultats d'exploitation	(3 541)	1 600	1 213

COÛTS INCORPORÉS

	Canada			États-Unis		
	2015	2014	2013	2015	2014	2013
Biens de pétrole et de gaz prouvés	14 866	18 271	25 003	25 723	24 279	26 529
Biens de pétrole et de gaz non prouvés	334	478	598	5 282	5 655	470
Total des dépenses d'investissement	15 200	18 749	25 601	31 005	29 934	26 999
Cumul des amortissements et de l'épuisement	14 170	16 566	23 012	23 822	16 260	22 074
Coûts incorporés, montant net	1 030	2 183	2 589	7 183	13 674	4 925

	Autres			Total		
	2015	2014	2013	2015	2014	2013
Biens de pétrole et de gaz prouvés	58	65	71	40 647	42 615	51 603
Biens de pétrole et de gaz non prouvés	-	-	-	5 616	6 133	1 068
Total des dépenses d'investissement	58	65	71	46 263	48 748	52 671
Cumul des amortissements et de l'épuisement	58	65	71	38 050	32 891	45 157
Coûts incorporés, montant net	-	-	-	8 213	15 857	7 514

Notes annexes

(Tous les montants sont en millions de dollars, à moins d'indication contraire)

COÛTS ENGAGÉS

	Canada			États-Unis ^{1) 2)}		
	2015	2014	2013	2015	2014	2013
Acquisitions						
Biens non prouvés	2	15	26	15	5 452	111
Biens prouvés	7	6	2	12	5 008	45
Total des acquisitions	9	21	28	27	10 460	156
Coûts de prospection	3	10	22	3	38	412
Coûts de mise en valeur	377	1 216	1 343	1 844	1 247	871
Total des coûts engagés	389	1 247	1 393	1 874	11 745	1 439
				Total^{1) 2)}		
				2015	2014	2013
Acquisitions						
Biens non prouvés				17	5 467	137
Biens prouvés				19	5 014	47
Total des acquisitions				36	10 481	184
Coûts de prospection				6	48	434
Coûts de mise en valeur				2 221	2 463	2 214
Total des coûts engagés				2 263	12 992	2 832

¹⁾ En 2014, les biens non prouvés tiennent compte d'un montant de 5 338 M\$ associé à l'acquisition d'Athlon.

²⁾ En 2014, les biens prouvés tiennent compte d'un montant de 2 127 M\$ associé à l'acquisition d'Athlon.

COÛTS NON ASSUJETTIS À LA DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET À L'ÉPUISEMENT

Les coûts en amont se rapportant à des biens non prouvés importants sont exclus comme suit de la base non renouvelable des centres de coûts par pays :

31 décembre	2015	2014
Canada	334 \$	478 \$
États-Unis	5 282	5 655
	5 616 \$	6 133 \$

Ce qui suit est un résumé des coûts liés aux biens non prouvés d'Encana au 31 décembre 2015.

	2015	2014	2013	Avant 2013	Total
Coûts d'acquisition	27 \$	5 207 \$	30 \$	223 \$	5 487 \$
Coûts de prospection	8	50	38	33	129
	35 \$	5 257 \$	68 \$	256 \$	5 616 \$

La recouvrabilité ultime de ces coûts et le moment de l'inclusion dans la base non renouvelable des centres de coûts par pays sont conditionnels à la découverte de réserves prouvées de gaz naturel et de liquides, à l'expiration des baux ou à la constatation de pertes de valeur. Les coûts d'acquisition se composent principalement des coûts engagés pour acquérir ou louer des biens. Les coûts de prospection se composent principalement de coûts liés aux études géologiques et géophysiques et aux coûts de forage et de dotation d'équipement des puits d'exploration.